

Conseil

C/54/9

Cinquante-quatrième session ordinaire
Genève, 30 octobre 2020

Original : anglais
Date : 18 août 2020

RAPPORT SUR LA PERFORMANCE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2018-2019

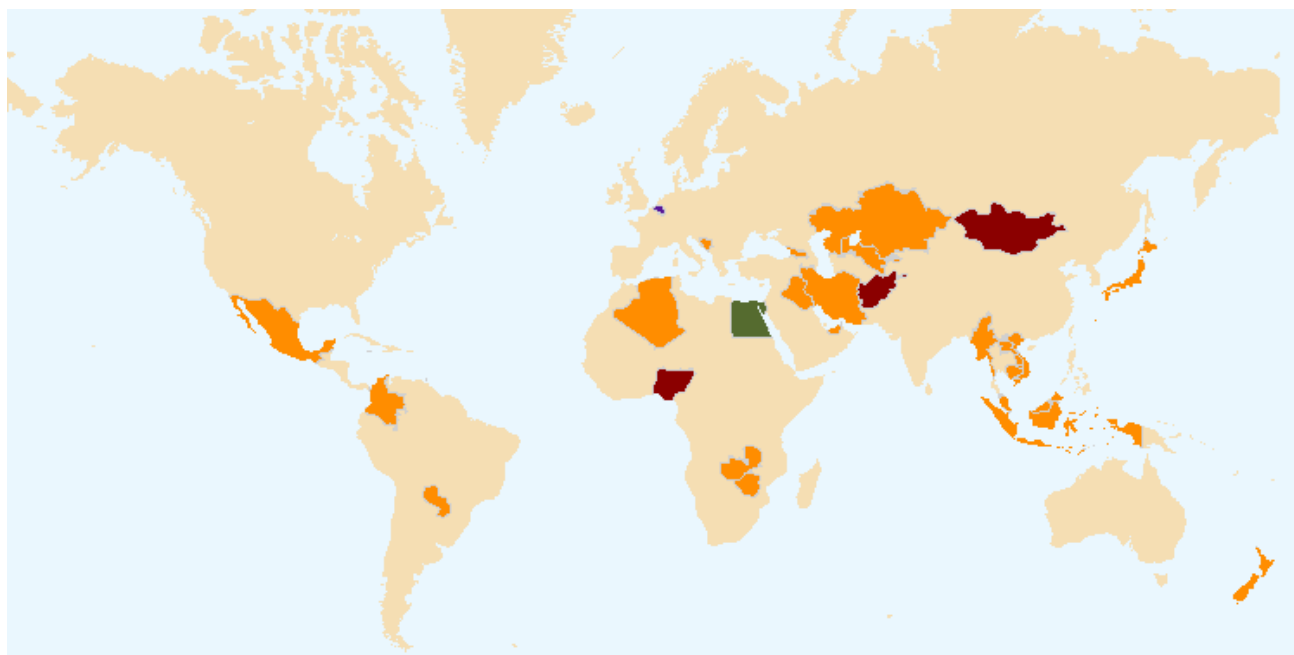
Document établi par le Bureau de l'Union

Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV.

1. Le présent document présente le Rapport sur la performance pour l'exercice biennal 2018-2019 sur la base du programme et budget pour l'exercice biennal 2018-2019 adopté par le Conseil (voir le document C/51/4 Rev. "Programme et budget pour l'exercice biennal 2018-2019").
2. Le rapport sur la performance pour l'exercice biennal 2018-2019 fournit des informations sur les dépenses, le nombre total de postes pour le Bureau de l'Union et les résultats et indicateurs d'exécution par sous-programme sur la base du programme et budget adopté par le Conseil. Ce document donne également un aperçu des tendances dans le temps.

RÉSUMÉ

3. La carte ci-après donne un aperçu graphique de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV au cours de l'exercice biennal 2018-2019.



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- États et organisations devenus membres de l'Union en 2018-2019 (Égypte)
- États et organisations ayant adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou l'ayant ratifié en 2018-2019 (Belgique et Égypte)
- États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union en 2018-2019 (Afghanistan, Mongolie, Nigéria et Saint-Vincent-et-les Grenadines)
- États et organisations ayant contacté le Bureau de l'UPOV pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales en 2018-2019 (Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Géorgie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irak, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Maurice, Mexique, Mongolie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Ouzbékistan, Paraguay, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe)

Politique générale en matière de protection des obtentions végétales (sous-programme UV.1)

4. Le présent sous-programme établit le cadre dans lequel s'inscriront la définition des politiques, la gestion et la coordination des activités du programme général de l'UPOV, tel qu'il a été défini par le Conseil selon les orientations données par le Comité consultatif.
5. Le Conseil a approuvé le projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021, notamment le montant des contributions des membres de l'Union, le plafond proposé pour les dépenses inscrites au budget ordinaire et le nombre total de postes.
6. Le Comité consultatif a procédé à l'examen de la mise en œuvre du Plan de développement stratégique pour diversifier le portefeuille de recettes de l'UPOV afin de préserver et d'améliorer la viabilité des activités et services existants; dans le cadre de cette mise en œuvre, le Comité consultatif a demandé que soient élaborées des options pour le financement de l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA ainsi que des propositions relatives aux services informatiques et services relatifs aux bases de données que l'UPOV pourrait envisager pour obtenir des recettes. Sur la base des recommandations formulées par le Comité consultatif, le Conseil a décidé d'introduire une taxe UPOV PRISMA de 90 francs suisses par demande, à compter de janvier 2020, et d'introduire une approche "freemium" pour la base de données PLUTO des obtentions végétales. L'approche "freemium" dans le cas de la base de données PLUTO offrirait deux options : i) option gratuite : la base de données PLUTO avec fonction recherche serait gratuite pour tous les utilisateurs. Les résultats d'une recherche s'afficheraient uniquement à l'écran sur une seule page. Il n'y aurait aucune option pour télécharger les résultats d'une recherche ou les données contenues dans PLUTO; ii) option premium : les utilisateurs payant une taxe auraient accès à toutes les fonctionnalités de la base de données PLUTO et pourraient télécharger les données sans restriction. La taxe serait de 750 francs suisses par an.
7. Concernant les relations avec d'autres organisations, le Conseil est convenu d'inviter l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) à devenir un partenaire à part entière du Partenariat mondial sur les semences (WSP) et a approuvé un projet de document conjoint "Avantages du Partenariat mondial sur les semences pour les agriculteurs". Le Comité consultatif a invité le Bureau de l'Union à mener des consultations avec la secrétaire exécutive de la CDB et le secrétaire du TIRPAA sur la façon dont les objectifs de la CDB et du TIRPAA pourraient être pris en considération dans la foire aux questions consacrée aux relations entre la Convention UPOV et les autres traités internationaux, et à chercher des moyens de faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations concernant la mise en œuvre de la Convention UPOV, de la CDB et du TIRPAA. Le Conseil a par ailleurs demandé au Bureau de l'Union de coopérer avec la FAO en ce qui concerne la demande de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) de mener, en coordination avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) et en concertation avec l'UPOV, des études de cas approfondies afin d'examiner les effets des politiques, des législations et des réglementations relatives aux semences.
8. La décision d'approuver l'organisation d'un séminaire sur la notion de variété essentiellement dérivée a été une étape importante pour clarifier le sujet et étayer les discussions au sein du Comité administratif et juridique (CAJ).
9. Dans le cadre de la stratégie de communication, le Comité consultatif a approuvé la présence de l'UPOV sur Twitter et LinkedIn et le Conseil a approuvé un texte révisé de la foire aux questions sur "Les avantages des obtentions végétales pour la société".
10. Dans le cadre des mesures visant à organiser une seule série de sessions, le Conseil a utilisé, pour la première fois, une procédure par correspondance pour rendre une décision positive concernant la conformité du projet de loi sur la protection des obtentions végétales du Nigéria avec l'Acte de 1991 et la conformité du projet de loi de 2019 sur la protection des obtentions végétales de Saint-Vincent-et-les Grenadines avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

Services fournis à l'Union en vue d'augmenter l'efficacité du système de l'UPOV (sous-programme UV.2)

11. Ce sous-programme a trait à la fourniture d'orientations, d'informations et de ressources au sujet du fonctionnement du système de l'UPOV pour la protection des obtentions végétales, à l'aide à la coopération entre membres de l'Union, aux activités des organes compétents de l'UPOV et aux mesures visant à faciliter le dépôt de demandes de droits d'obtenteur.
12. L'introduction d'UPOV PRISMA en 2017 a représenté une évolution importante dans la facilitation des demandes de droits d'obtenteur. À la fin de 2019, 35 membres de l'Union couvrant 74 États participaient à UPOV PRISMA. L'utilisation d'UPOV PRISMA a continué de se développer pendant l'exercice biennal, avec 214 demandes de protection d'obtentions végétales faites par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA en 2019, contre 77 en 2018 et 14 en 2017.
13. L'efficacité du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV est renforcée grâce à la mise à disposition de matériels d'orientation et d'information. En 2019, le "Séminaire sur l'incidence de la politique relative aux variétés essentiellement dérivées sur la stratégie en matière de création végétale" a conduit le CAJ à convenir de lancer une révision des "Notes explicatives sur les variétés essentiellement dérivées selon l'Acte de 1991 de la Convention UPOV" (document UPOV/EXN/EDV/2). Le CAJ travaille également à la révision des "Notes explicatives concernant les dénominations variétales en vertu de la Convention UPOV", en vue de renforcer l'harmonisation de l'examen des dénominations variétales.

14. La coopération entre les membres de l'Union représente un avantage essentiel découlant de l'adhésion à l'UPOV. En 2019, le Comité technique (TC) a examiné les préoccupations qui peuvent empêcher la coopération en matière d'examen de distinction, d'homogénéité et de stabilité ("DHS") et est convenu d'inviter le Bureau de l'UPOV à mettre au point un plan cohérent, fondé sur des propositions spécifiques, afin de répondre à ces préoccupations et de proposer une manière d'évaluer les incidences du plan. Le TC est convenu de rendre compte au CAJ des questions politiques ou juridiques qui peuvent empêcher les coopérations en matière d'examen DHS. Les travaux des groupes de travail techniques et du Comité technique (TC) sur l'élaboration et la révision de principes directeurs demeurent la pierre angulaire de la coopération entre les membres de l'Union en matière d'examen de distinction, d'homogénéité et de stabilité ("DHS"). Parallèlement, l'harmonisation assurée par les principes directeurs d'examen et la disponibilité des données relatives aux principes directeurs d'examen dans le modèle de principes directeurs d'examen fondé sur le Web ont favorisé l'expansion rapide d'UPOV PRISMA à toutes les plantes et espèces pour les membres de l'Union qui utilisent les principes directeurs d'examen de l'UPOV comme base des questionnaires techniques dans leurs formulaires de demande. En 2019, les principes directeurs d'examen adoptés couvraient 94% des droits d'obtenteur enregistrés dans la base de données sur les variétés végétales. Le système de codes UPOV a été mis au point pour résoudre le problème des synonymes pour les taxons végétaux et est essentiel au fonctionnement d'UPOV PRISMA et des bases de données PLUTO et GENIE. Cependant, le TC va à présent explorer une nouvelle approche qui permettrait aux codes UPOV de fournir des informations supplémentaires sur les groupes de variétés ou les types de variété aux fins de l'examen DHS, tout en continuant de permettre au système de codes UPOV de se fonder sur des critères taxonomiques.

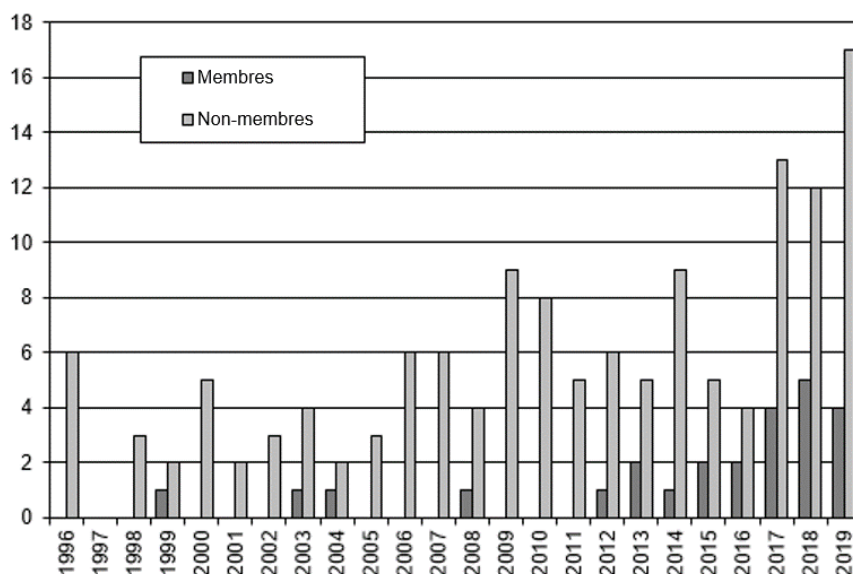
Aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV (sous-programme UV.3)

15. Le présent sous-programme porte sur l'aide fournie en réponse aux demandes présentées par les membres et les membres potentiels de l'Union. Satisfaire la demande d'aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV dans les limites des ressources disponibles passe par l'utilisation des cours d'enseignement à distance, la formation des formateurs, la hiérarchisation de l'assistance fournie par le Bureau de l'Union et l'utilisation de ressources extérieures pour la formation et l'assistance en fonction des fonds disponibles. Ce sous-programme est financé sur le budget ordinaire, mais ce sont des fonds extrabudgétaires et une aide en nature qui constituent l'essentiel des ressources déployées à des fins d'assistance. Afin d'utiliser les ressources disponibles de la manière la plus efficace qui soit, le Bureau de l'Union a continué de hiérarchiser ses activités et d'étudier les synergies possibles avec les membres de l'Union et ses autres partenaires.

16. La priorité a été donnée par les membres de l'Union à la fourniture d'une assistance par le Bureau de l'Union dans l'ordre suivant : i) assistance aux membres de l'Union; ii) assistance aux États et à certaines organisations qui ne sont pas membres de l'Union, notamment aux gouvernements de pays en développement et de pays en transition vers une économie de marché, aux fins de l'élaboration d'une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV et de leur adhésion à la Convention UPOV; et iii) assistance aux États et à certaines organisations qui ne sont pas membres de l'Union, aux fins de l'application de la législation ayant fait l'objet d'une décision positive de la part du Conseil compte tenu de leur engagement d'adhérer à la Convention UPOV.

17. L'intérêt croissant pour l'adhésion à l'UPOV observé ces dernières années se poursuit. Le nombre d'États/d'organisations qui ne sont pas membres de l'Union ayant reçu des commentaires sur leur législation (17) s'est révélé le plus élevé depuis plus de 20 ans (voir la carte ci-dessous). Le nombre d'États/d'organisations ayant reçu un avis positif du Conseil était également le plus élevé depuis 2000.

États/organisations ayant reçu des commentaires sur leur législation



18. Trente et un États (10 membres de l'Union et 21 non-membres de l'Union) ont contacté le Bureau de l'Union pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales. Au total, 22 États (5 membres et 17 non-membres de l'Union) ont reçu des commentaires sur leur législation et leurs projets de loi.

Quatre États ont engagé auprès du Conseil la procédure d'adhésion à l'Union. Le Conseil a rendu un avis positif concernant la conformité des lois et projets de loi de 6 États avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Un membre de l'Union (la Belgique) a ratifié l'acte de 1991 de la Convention UPOV. Un État (l'Égypte) est devenu membre de l'Union.

19. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, le Bureau de l'Union a organisé 235 missions ou manifestations auxquelles il a également participé, et à l'occasion desquelles 141 États et 17 organisations ont reçu des informations sur le système de l'UPOV. Au total, 1166 étudiants provenant de 102 États et de 4 organisations ont participé aux cours d'enseignement à distance de l'UPOV.

Relations extérieures (sous-programme UV.4)

20. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de nouvelles variétés dans l'intérêt de tous. Le présent sous-programme vise à expliquer comment le système de l'UPOV encourage l'obtention de nouvelles variétés végétales, dans quelle mesure la mise au point de nouvelles variétés profite à la société, et le rôle du système de l'UPOV vis-à-vis des politiques agricoles et économiques.

21. En 2019, la création des comptes Twitter @UPOVint et @vsgupov a constitué une évolution importante, associée à l'utilisation du profil de l'UPOV sur LinkedIn (y compris la page de présentation d'UPOV PRISMA). Entre mars 2019 et mai 2020, l'UPOV a publié plus de 1000 tweets et obtenu plus de 1000 abonnés sur Twitter. Durant cette même période, les comptes UPOV ont enregistré ensemble plus de : 500 000 "impressions"; 10 000 "interactions"; 2000 "j'aime" et 1000 "retweets". Le nombre de visiteurs ("visites") et de sessions sur le site Web de l'UPOV depuis le lancement des comptes de l'UPOV sur les réseaux sociaux en mars est la preuve d'une incidence positive sur le rayonnement du site de l'UPOV, outre la sensibilisation directe obtenue grâce aux publications effectuées sur les réseaux sociaux.

22. La publication d'une série de vidéos produites au Canada, en Chine, en Colombie, au Kenya, au Japon et au Pérou, consacrées à la cerise, la rose, au riz et à d'autres plantes, a constitué une importante nouvelle source d'information sur les avantages de la protection des obtentions végétales et de l'adhésion à l'UPOV. Ce matériel fournit également des informations essentielles à utiliser dans les diverses activités de sensibilisation de l'UPOV. Dans le cadre de la stratégie de communication, le Conseil a approuvé un texte révisé de la foire aux questions sur "Les avantages des obtentions végétales pour la société".

TABLEAU DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2018-2019

Table des matières

1. INTRODUCTION	7
2. EXÉCUTION DU PROGRAMME.....	10
2.1 SOUS-PROGRAMME UV.1 : POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES	10
Objectifs	10
Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution	11
1. ORGANISATION DES SESSIONS DU CONSEIL ET DU COMITÉ CONSULTATIF.....	11
a) Participation aux sessions du Conseil et du Comité consultatif	11
2. COORDINATION, SUIVI ET ÉVALUATION DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE BIENNAL 2018-2019	12
a) Mise en œuvre du programme dans les limites du budget pour l'exercice biennal 2018-2019	12
3. ÉLABORATION ET ADOPTION DU PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE BIENNAL 2020-2021	12
a) Élaboration et adoption du programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021 conformément aux dispositions du "Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV"	12
4. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LES DEMANDES DE DROITS D'OBTENTEUR ET LES DROITS D'OBTENTEURS DÉLIVRÉS.....	12
a) Nombre de demandes de protection d'obtentions végétales	12
b) Nombre de titres octroyés.....	12
c) Nombre de titres en vigueur.....	12
d) Nombre de genres ou espèces protégés par les membres de l'Union.....	13
e) Nombre de genres ou espèces végétaux dont des variétés sont protégées.....	14
f) Analyse par type de plante	14
5. FACILITATION DU DÉPÔT DES DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE UPOV PRISMA (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉ FORMULAIRE DE DEMANDE ÉLECTRONIQUE DE L'UPOV).....	14
a) Nombre de membres de l'UPOV participant à UPOV PRISMA	14
b) Nombre de plantes/espèces couvertes par UPOV PRISMA.....	14
c) Nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA (voir le sous-programme UV.2)	14
6. POLITIQUE DU CONSEIL	14
a) Recommandations formulées par le Comité consultatif et décisions du Conseil.....	14
b) Autres décisions du Conseil.....	15
c) Autres travaux du Comité consultatif	16
d) Adoption des documents et notes d'information par le Conseil	17
2.2 SOUS-PROGRAMME UV.2 : SERVICES FOURNIS À L'UNION EN VUE D'AUGMENTER L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME DE L'UPOV .	18
Objectifs	18
Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution	19
1. PARTICIPATION DES MEMBRES DE L'UNION ET DES OBSERVATEURS AUX TRAVAUX DES DIFFÉRENTS ORGANES DE L'UPOV.....	19
a) Participation aux travaux du Comité administratif et juridique	19
b) Participation aux travaux du Comité technique	19
c) Participation aux sessions des groupes de travail techniques.....	20
d) Participation aux ateliers préparatoires des sessions des groupes de travail techniques	20
2. ORIENTATIONS AU SUJET DE LA CONVENTION UPOV ET SA MISE EN ŒUVRE ET INFORMATIONS SUR SON APPLICATION	21
a) Adoption de matériels d'information nouveaux ou révisés concernant la Convention UPOV	21
b) Publication de la Gazette et Newsletter de l'UPOV	21
c) Incorporation de la législation des membres de l'Union dans la base de données UPOV Lex.....	22
d) Mise à disposition de documents et de matériels de l'UPOV dans des langues autres que les langues de travail de l'UPOV (français, anglais, allemand et espagnol)	22
3. ORIENTATIONS AU SUJET DE L'EXAMEN DES VARIÉTÉS	22
a) Adoption de documents TGP et de matériels d'information nouveaux ou révisés.....	22
b) Adoption de principes directeurs d'examen nouveaux ou révisés	23
c) Nombre de demandes de droits d'obtenteur couvertes par les principes directeurs d'examen adoptés	24
d) Participation à la rédaction des principes directeurs d'examen	25
e) Élaboration d'un modèle de principes directeurs d'examen fondé sur le Web (modèle TG)	26
4. COOPÉRATION EN MATIÈRE D'EXAMEN DHS.....	26
a) Genres et espèces végétaux pour lesquels les membres de l'Union ont une expérience concrète	27
b) Genres et espèces végétaux au sujet desquels les membres de l'Union coopèrent en matière d'examen DHS, comme indiqué dans la base de données GENIE	27
5. COOPÉRATION EN MATIÈRE D'EXAMEN DES DÉNOMINATIONS VARIÉTALES.....	27
a) Quantité et qualité des données figurant dans la base de données PLUTO.....	28

6. DÉVELOPPEMENT D'UPOV PRISMA (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉ FORMULAIRE DE DEMANDE ÉLECTRONIQUE DE L'UPOV).....	28
2.3 SOUS-PROGRAMME UV.3 : AIDE À LA MISE EN PLACE ET À L'APPLICATION DU SYSTÈME DE L'UPOV	29
Objectifs	29
Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution	30
1. FAIRE MIEUX CONNAÎTRE L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORMÉMENT À LA CONVENTION UPOV.	30
a) États et organisations ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV :	30
b) États et organisations ayant contacté le Bureau de l'UPOV pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales.....	31
c) États et organisations ayant engagé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union	31
d) Participation aux activités de sensibilisation organisées par l'UPOV ou aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV.....	32
2. ASSISTANCE EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UNE LÉGISLATION RELATIVE À LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORME À L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV.....	33
a) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois	33
b) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois	34
c) États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil de l'UPOV.....	34
3. ASSISTANCE FOURNIE À DES ÉTATS ET ORGANISATIONS EN VUE DE LEUR ADHÉSION À L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV.....	34
a) États et organisations ayant adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou l'ayant ratifié.....	34
b) États et organisations devenus membres de l'Union.....	34
4. ASSISTANCE À LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME EFFICACE DE PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORME À LA CONVENTION UPOV	36
a) Participation aux cours d'enseignement à distance.....	36
b) Formation des formateurs.....	38
c) Activités de formation mises au point avec le concours de l'UPOV	38
d) Participation d'États et d'organisations ayant le statut d'observateurs aux travaux du CAJ, du TC, des groupes de travail techniques et aux ateliers préparatoires correspondants	38
e) Participation aux activités de l'UPOV	38
f) Participation aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV	38
g) Cours universitaires dans lesquels est intégré le système UPOV de protection des obtentions végétales	38
h) Mise en œuvre de projets avec des organisations partenaires et des donateurs.....	38
2.4 SOUS-PROGRAMME UV.4 : RELATIONS EXTÉRIEURES.....	39
Objectifs	39
Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution	39
1. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR LE PUBLIC DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV	39
a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV et par le biais d'autres médias d'informations et de matériels pertinents à l'intention du grand public.....	39
b) Consultations du site Web de l'UPOV.....	40
2. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR LES PARTIES PRENANTES DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV	42
a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV et par l'intermédiaire d'autres médias d'informations et de matériels pertinents à l'intention des obtenteurs, des agriculteurs et des responsables de l'élaboration des politiques	42
b) Rubriques du site Web de l'UPOV à l'intention des parties prenantes.....	42
c) Participation de parties prenantes à des séminaires et à des colloques.....	43
d) Participation aux réunions des parties prenantes concernées et avec les parties prenantes concernées.....	43
e) Articles dans des publications pertinentes auxquels l'UPOV a contribué	43
3. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR D'AUTRES ORGANISATIONS DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV	43
a) Participation aux réunions des organisations concernées et avec les organisations concernées	43
3. PERFORMANCE FINANCIÈRE.....	44
ANNEXE	Liste des missions et activités, et contribution aux indicateurs d'exécution en 2018-2019
Appendice	Sigles et abréviations

1. INTRODUCTION

23. Le présent document présente le Rapport sur la performance pour l'exercice biennal 2018-2019 sur la base du programme et budget pour l'exercice biennal 2018-2019 adopté par le Conseil à sa cinquante et unième session ordinaire, tenue à Genève le 26 octobre 2017 (voir le document C/51/4 Rev. "Programme et budget pour l'exercice biennal 2018-2019").

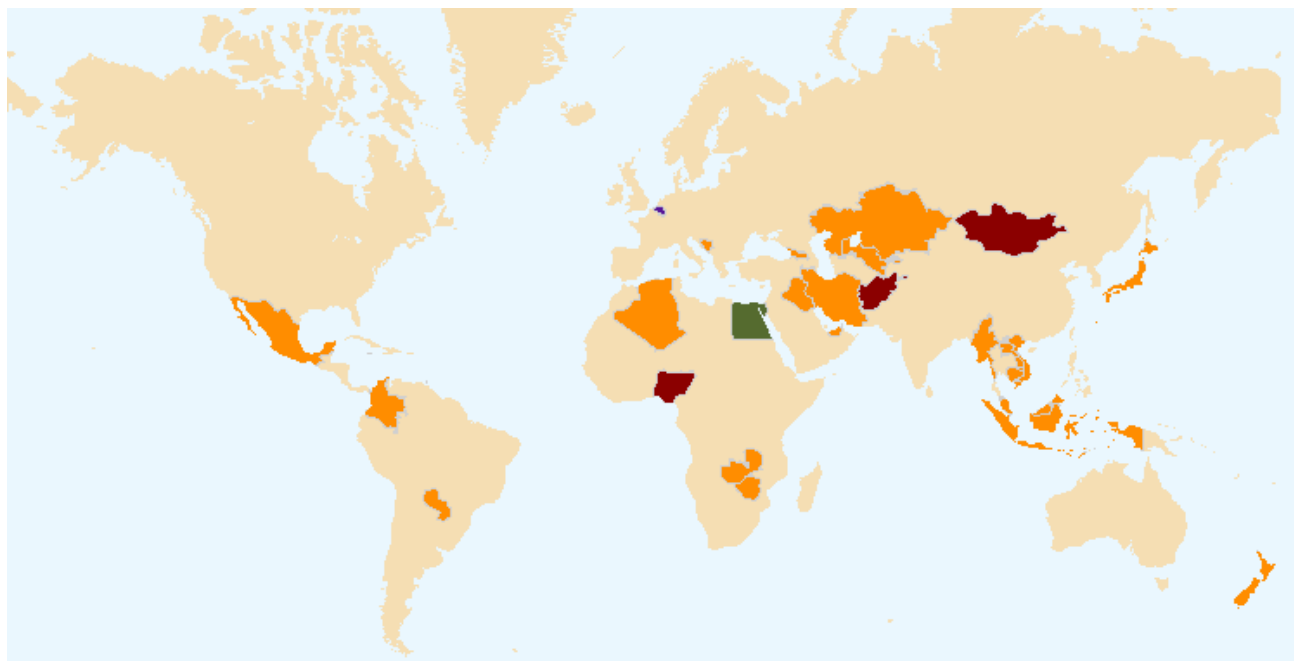
24. Le Rapport sur la performance pour l'exercice biennal 2018-2019 donne un aperçu des résultats de l'UPOV fondé sur des informations tirées des documents ci-après, qui contiennent des renseignements plus détaillés :

- a) document C/51/4 Rev. "Programme et budget de l'Union pour l'exercice biennal 2018-2019";
- b) document C/53/2 "Rapport annuel du Secrétaire général pour 2018";
- c) document C/54/2 "Rapport annuel du Secrétaire général pour 2019"; et
- d) document C/54/4 "Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2018-2019".





25. La section 2 "Exécution du programme" contient un résumé des progrès accomplis dans le sens de la réalisation des objectifs fixés au niveau des sous-programmes, suivi de tableaux des résultats récapitulant les objectifs, les résultats escomptés et les indicateurs d'exécution. La section 3 "Performance financière" donne un aperçu des résultats financiers par rapport au programme et budget de l'exercice biennal 2018-2019.

26. La carte ci-après donne un aperçu graphique de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

Figure 1 – Évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV au cours de l'exercice biennal 2018-2019

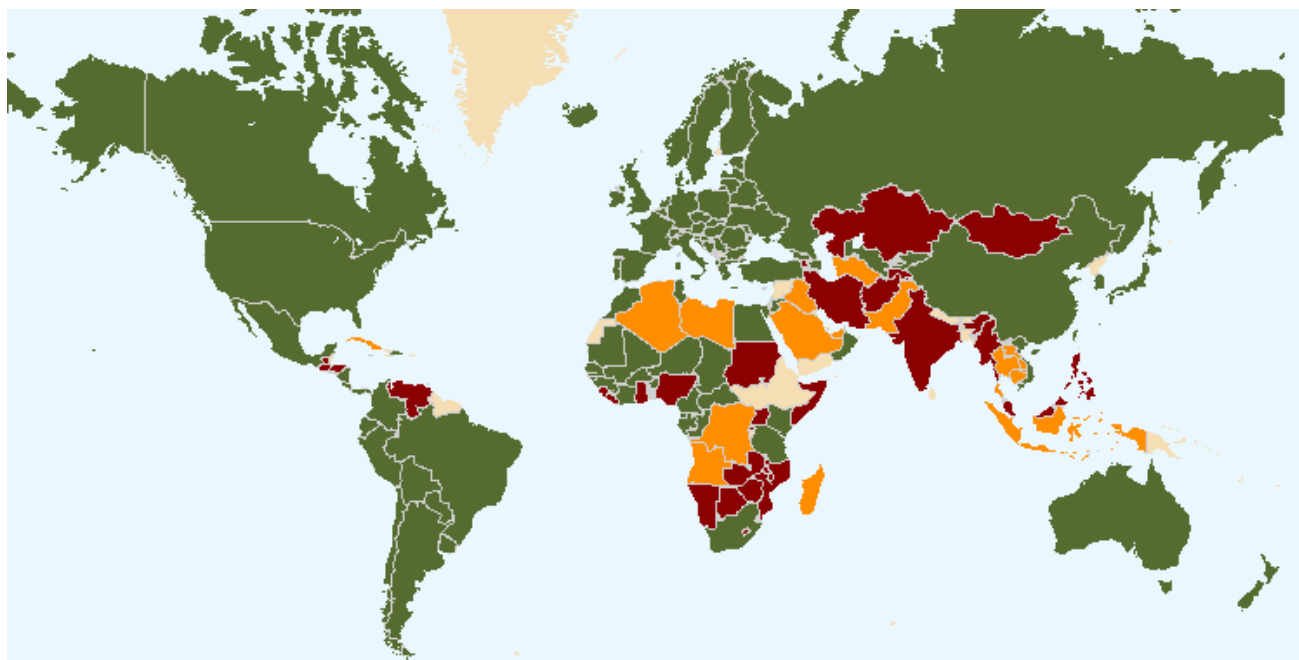


Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

-  États et organisations devenus membres de l'Union en 2018-2019 (Égypte)
-  États et organisations ayant adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou l'ayant ratifié en 2018-2019 (Belgique et Égypte)
-  États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union en 2018-2019 (Afghanistan, Mongolie, Nigéria et Saint-Vincent-et-les Grenadines)
-  États et organisations ayant contacté le Bureau de l'UPOV pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales au cours de 2018-2019
(Membres de l'Union : Bosnie-Herzégovine, Colombie, Géorgie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Paraguay, Trinité-et-Tobago et Viet Nam
(Non-membres de l'Union : Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Maurice, Mongolie, Myanmar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Zambie et Zimbabwe)

27. La carte ci-après donne un aperçu graphique de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV à la fin de 2019.

Figure 2 – Évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV à la fin de 2019



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- 76 membres de l'UPOV couvrant 95 États à la fin de 2019
- 19 États et une organisation intergouvernementale avaient entamé la procédure d'adhésion à la Convention UPOV à la fin de 2019
- 23 États et une organisation intergouvernementale avaient pris contact avec le Bureau de l'Union afin de solliciter une aide pour l'élaboration de lois fondées sur la Convention UPOV à la fin de 2019

28. Le tableau ci-après contient des informations détaillées sur la situation en ce qui concerne l'UPOV.

Membres de l'UPOV

Afrique du Sud ¹	Colombie ¹	Italie ¹	Ouzbékistan ²	Slovaquie ²
Albanie ²	Costa Rica ²	Japon ²	Panama ²	Slovénie ²
Allemagne ²	Croatie ²	Jordanie ²	Paraguay ¹	Suède ²
Argentine ¹	Danemark ²	Kenya ²	Pays-Bas ²	Suisse ²
Australie ²	Égypte ²	Kirghizistan ²	Pérou ²	Trinité-et-Tobago ¹
Autriche ²	Équateur ¹	Lettonie ²	Pologne ²	Tunisie ²
Azerbaïdjan ²	Espagne ²	Lituanie ²	Portugal ¹	Turquie ²
Bélarus ²	Estonie ²	Macédoine du Nord ²	République de Corée ²	Ukraine ²
Belgique ²	États-Unis d'Amérique ²	Maroc ²	République de Moldova ²	Union européenne ^{2, 3}
Bolivie (État plurinational de) ¹	Fédération de Russie ²	Mexique ¹	République dominicaine ²	Uruguay ¹
Bosnie-Herzégovine ²	Finlande ²	Monténégro ²	République tchèque ²	Viet Nam ²
Brésil ¹	France ²	Nicaragua ¹	République-Unie de Tanzanie ²	
Bulgarie ²	Géorgie ²	Norvège ¹	Roumanie ²	
Canada ²	Hongrie ²	Nouvelle-Zélande ¹	Royaume-Uni ²	
Chili ¹	Irlande ²	Oman ²	Serbie ²	
Chine ¹	Islande ²	Organisation africaine de la propriété intellectuelle ^{2, 4}	Singapour ²	
	Israël ²			

(Total 76)

¹ L'Acte de 1978 est le dernier Acte auquel 17 États ont adhéré.

² L'Acte de 1991 est le dernier Acte auquel 57 États et 2 organisations ont adhéré.

³ A adopté un système de protection des droits d'obtenteur qui couvre le territoire de ses 28 États membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède).

⁴ A adopté un système de protection des droits d'obtenteur qui couvre le territoire de ses 17 États membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo).

États et organisations intergouvernementales ayant engagé la procédure d'adhésion à la Convention UPOV

Afghanistan, Arménie, Brunéi Darussalam, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Malaisie, Maurice, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Philippines, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tadjikistan, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe, ainsi que l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO).

États et organisations intergouvernementales ayant été en contact avec le Bureau de l'Union en vue d'obtenir une assistance pour l'élaboration de lois fondées sur la Convention UPOV

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Cambodge, Cuba, Chypre, El Salvador, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Jamaïque, République démocratique populaire lao, Libye, Liechtenstein, Mozambique, Namibie, Pakistan, Soudan, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Zambie, ainsi que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

2. EXÉCUTION DU PROGRAMME

2.1 SOUS-PROGRAMME UV.1 : POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Le présent sous-programme établit le cadre dans lequel s'inscriront la définition des politiques, la gestion et la coordination des activités du programme général de l'UPOV, tel qu'il a été défini par le Conseil selon les orientations données par le Comité consultatif.

Le Conseil a approuvé le projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021, notamment le montant des contributions des membres de l'Union, le plafond proposé pour les dépenses inscrites au budget ordinaire et le nombre total de postes.

Le Comité consultatif a procédé à l'examen de la mise en œuvre du Plan de développement stratégique pour diversifier le portefeuille de recettes de l'UPOV afin de préserver et d'améliorer la viabilité des activités et services existants, dans le cadre de laquelle le Comité consultatif a demandé que soient élaborées des options pour le financement de l'outil de demande de droit d'obteneur UPOV PRISMA ainsi que des propositions relatives aux services informatiques et services relatifs aux bases de données que l'UPOV pourrait envisager pour l'obtention de recettes. Sur la base des recommandations formulées par le Comité consultatif, le Conseil a décidé d'introduire une taxe UPOV PRISMA de 90 francs suisses par demande, à compter de janvier 2020, et d'introduire une approche "freemium" pour la base de données PLUTO des obtentions végétales. L'approche "freemium" dans le cas de la base de données PLUTO offrirait deux options :

- i) option gratuite : la base de données PLUTO avec fonction recherche serait gratuite pour tous les utilisateurs. Les résultats d'une recherche s'afficheraient uniquement à l'écran sur une seule page. Il n'y aurait aucune fonction pour télécharger les résultats d'une recherche ou des données de la base de données PLUTO;
- ii) option premium : les utilisateurs payant une taxe auraient accès à toutes les fonctionnalités de la base de données PLUTO et pourraient télécharger les données sans restriction. La taxe serait de 750 francs suisses par an.

Concernant les relations avec d'autres organisations, le comité est convenu d'inviter l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) à devenir un partenaire à part entière du Partenariat mondial sur les semences et a approuvé un projet de document conjoint "Avantages du Partenariat mondial sur les semences pour les agriculteurs". Le Comité consultatif a invité le Bureau de l'Union à mener des consultations avec la secrétaire exécutive de la CDB et le secrétaire du TIRPAA sur la façon dont les objectifs de la CDB et du TIRPAA pourraient être pris en considération dans la foire aux questions consacrée aux relations entre la Convention UPOV et les autres traités internationaux, et à chercher des moyens de faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations concernant la mise en œuvre de la Convention UPOV, de la CDB et du TIRPAA. Le Conseil a par ailleurs demandé au Bureau de l'Union de coopérer avec la FAO en ce qui concerne la demande de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) de mener, en coordination avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) et en concertation avec l'UPOV, des études de cas approfondies afin d'examiner les effets des politiques, des législations et des réglementations relatives aux semences.

La décision d'approuver l'organisation d'un séminaire sur la notion de variété essentiellement dérivée a été une étape importante pour clarifier le sujet et étayer les discussions au sein du Comité administratif et juridique (CAJ).

Dans le cadre de la stratégie de communication, le Comité consultatif a approuvé la présence de l'UPOV sur Twitter et LinkedIn et le Conseil a approuvé un texte révisé de la foire aux questions sur "Les avantages des obtentions végétales pour la société".

Dans le cadre des mesures visant à organiser une seule série de sessions, le Conseil a utilisé, pour la première fois, une procédure par correspondance pour rendre une décision positive concernant la conformité du projet de loi sur la protection des obtentions végétales du Nigéria avec l'Acte de 1991 et la conformité du projet de loi de 2019 sur la protection des obtentions végétales de Saint-Vincent-et-les Grenadines avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

Objectifs

- ◆ Orientations et direction générale.
- ◆ Planification, mise en œuvre et évaluation du programme et budget.

Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution

1. ORGANISATION DES SESSIONS DU CONSEIL ET DU COMITÉ CONSULTATIF

a) Participation aux sessions du Conseil et du Comité consultatif

(Voir les figures 3 à 5)

Figure 3. Participation* aux sessions ordinaires du Conseil (sessions d'octobre)

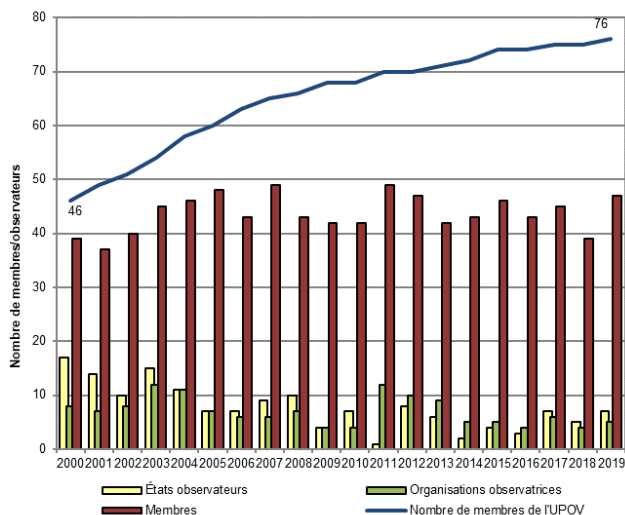


Figure 4. Participation* aux sessions extraordinaires du Conseil (sessions d'avril)

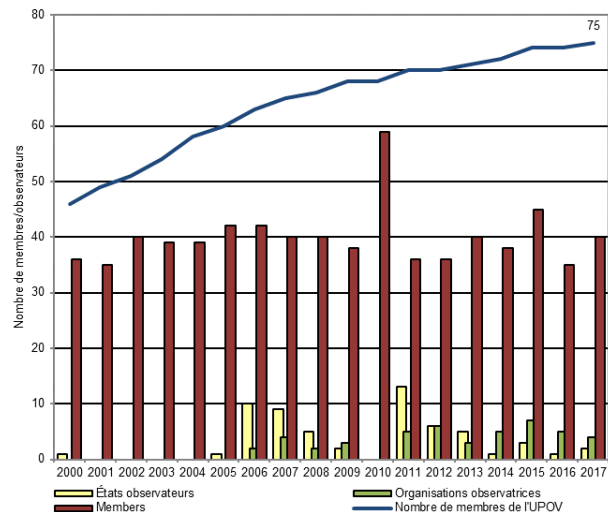
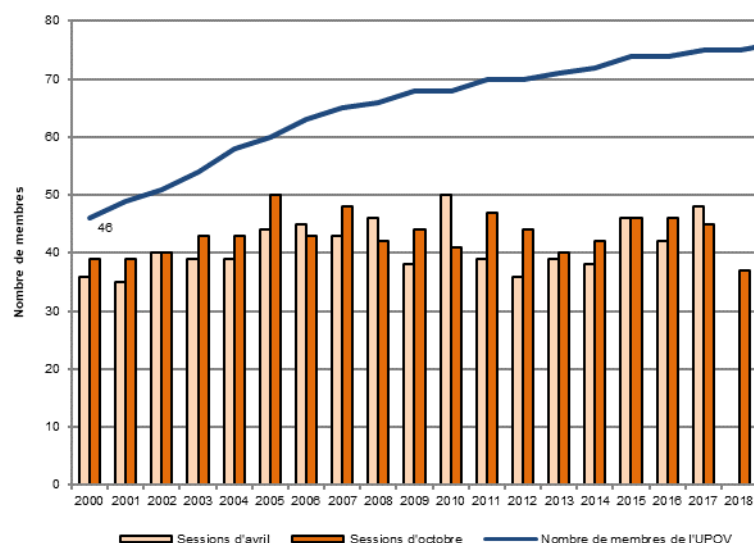


Figure 5. Participation* aux sessions du Comité consultatif



Note : Le 6 avril 2017, le Conseil a décidé d'organiser une seule série de sessions à partir de 2018, en octobre-novembre.

* La participation est évaluée en fonction du nombre de membres et d'États ou d'organisations ayant le statut d'observateur qui participent, et non en fonction du nombre de personnes présentes.

2. COORDINATION, SUIVI ET ÉVALUATION DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE BIENNAL 2018-2019

a) Mise en œuvre du programme dans les limites du budget pour l'exercice biennal 2018-2019

Voir la section 3 "Performance financière".

3. ÉLABORATION ET ADOPTION DU PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE BIENNAL 2020-2021

a) Élaboration et adoption du programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021 conformément aux dispositions du "Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV"

Le programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021 a été adopté par le Conseil à sa cinquante-troisième session ordinaire, le 1^{er} novembre 2019 (voir le document C/53/4 Rev.).

4. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LES DEMANDES DE DROITS D'OBTENTEUR ET LES DROITS D'OBTENTEURS DÉLIVRÉS

a) Nombre de demandes de protection d'obtentions végétales

(Voir les figures 6 et 8)

b) Nombre de titres octroyés

(Voir la figure 9)

c) Nombre de titres en vigueur

(Voir la figure 7)

Figure 6. Demandes de droits d'obtenteur

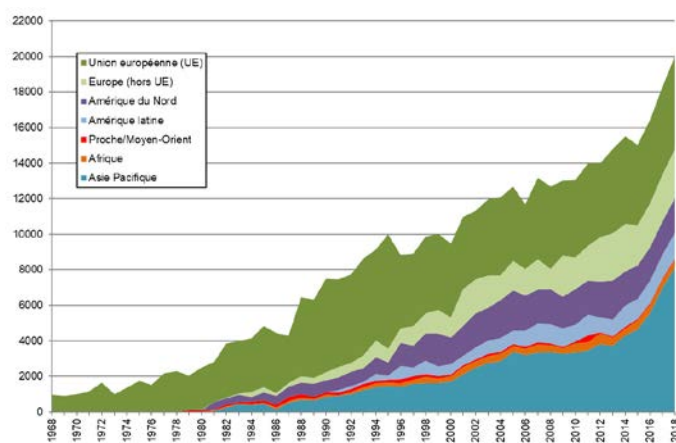


Figure 7. Titres d'obtenteur en vigueur

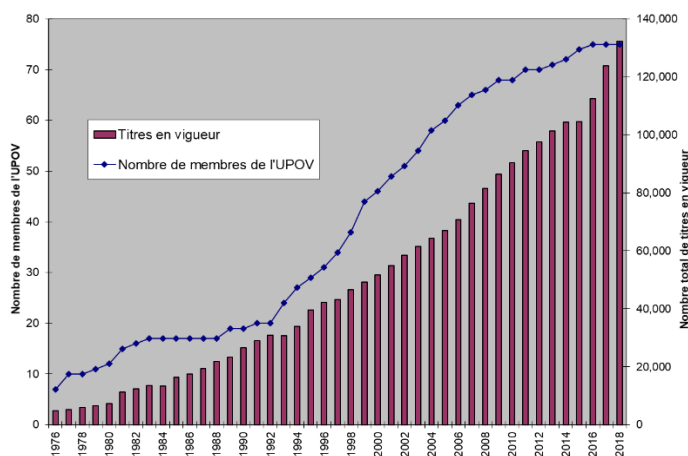


Figure 8. Demandes de droits d'obtenteur déposées par des résidents ou des non-résidents

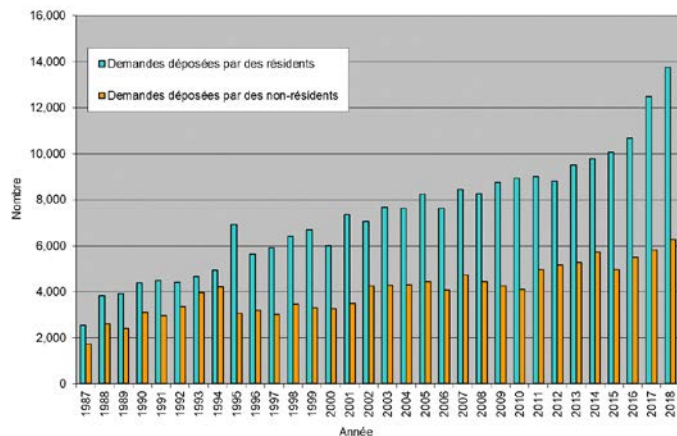
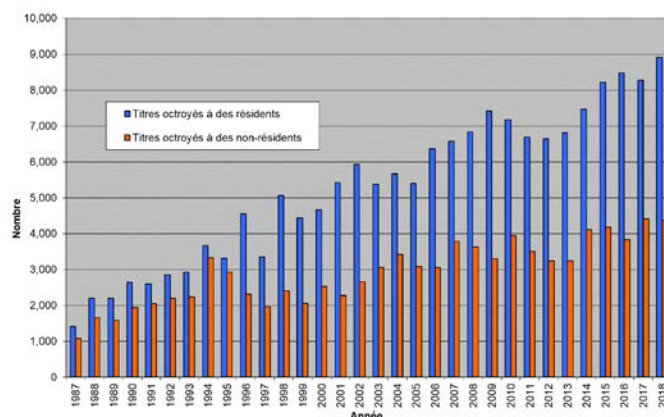


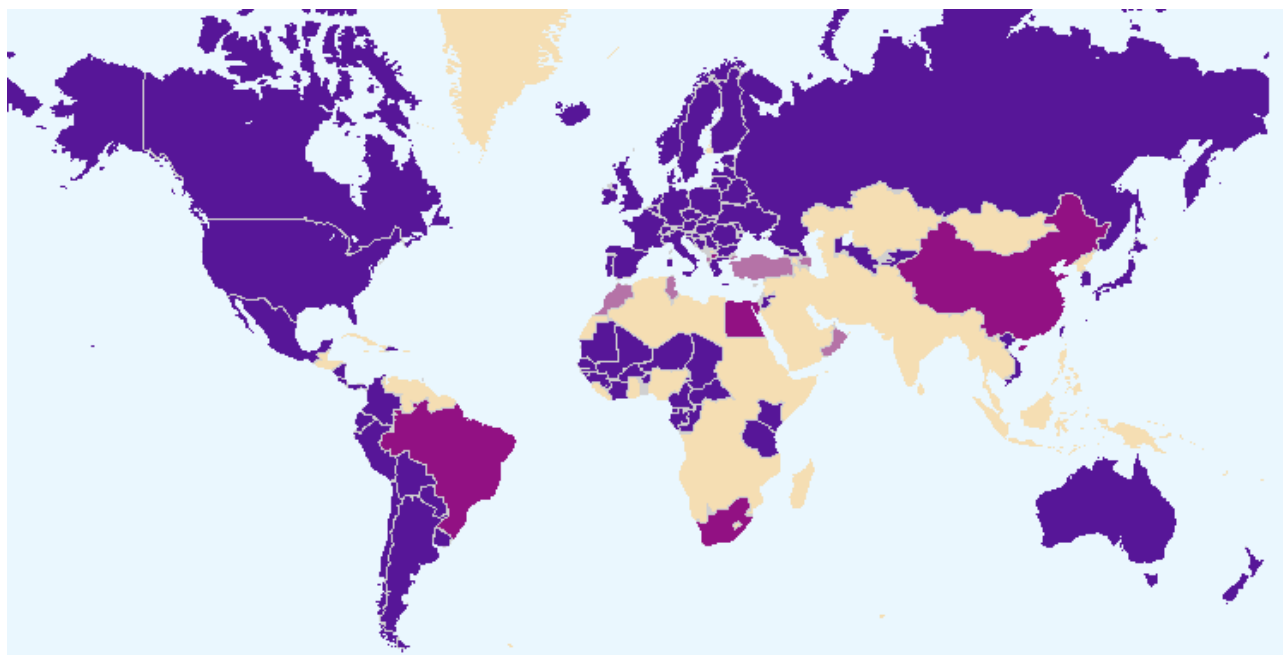
Figure 9. Titres d'obtenteur octroyés à des résidents ou à des non-résidents



d) Nombre de genres ou espèces protégés par les membres de l'Union

(Voir les figures 10 et 11)

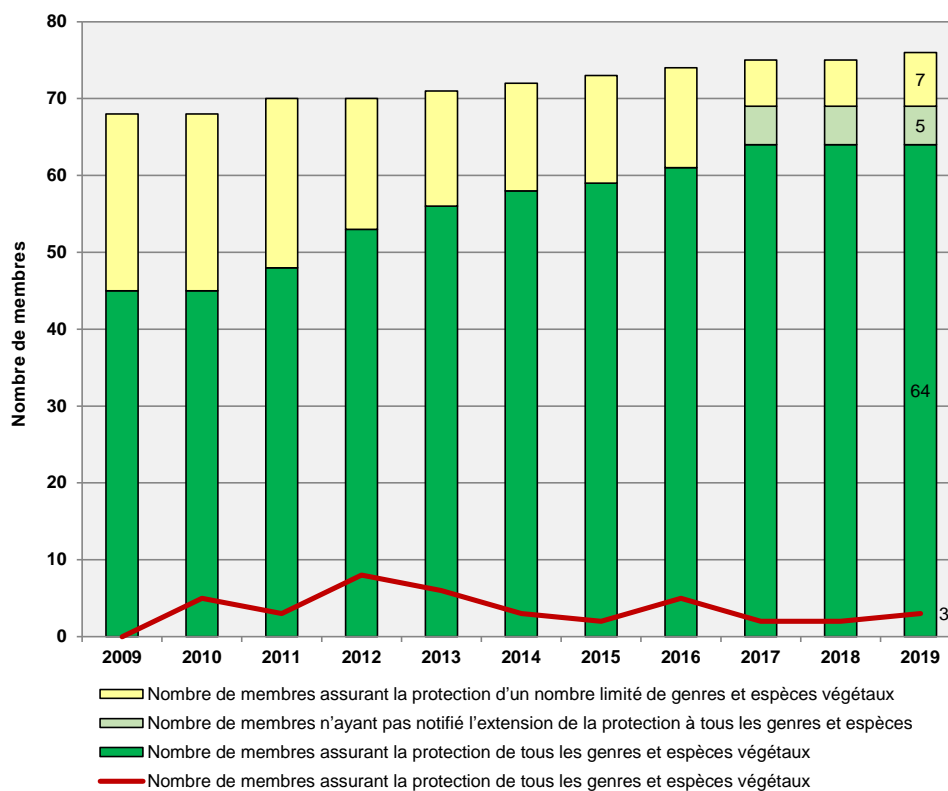
Figure 10. Protection de genres et espèces végétaux en 2019



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- Membres de l'Union assurant la protection de tous les genres et espèces végétaux
- Membres de l'Union assurant la protection d'un nombre limité de genres et espèces végétaux
- Membres de l'Union n'ayant pas notifié l'extension de la protection à tous les genres et espèces

Figure 11. Évolution de la protection des genres et espèces végétaux



e) Nombre de genres ou espèces végétaux dont des variétés sont protégées

Voir la figure 18 “Genres ou espèces végétaux pour lesquels il existe des accords de coopération, de l'expérience pratique et des entrées de droits d'obteneur dans la base de données sur les variétés végétales”

f) Analyse par type de plante

Données de la base de données PLUTO

Demandes déposées par type de plante :

	Type de plante				
Année	Plantes agricoles	Arbres forestiers	Arbres fruitiers	Plantes ornementales	Plantes potagères
2012	27%	0,9%	12%	48%	12%
2013	25%	1,0%	12%	49%	11%
2014	30%	0,8%	11%	47%	10%
2015	33%	0,5%	14%	36%	16%
2016	37%	0,6%	11%	34%	18%
2017	33%	0,5%	11%	38%	17%
2018	35%	0,5%	12%	33%	20%
2019	34,2%	0,6%	9,6%	36,8%	18,6%

Titres délivrés par type de plante :

	Type de plante				
Année	Plantes agricoles	Arbres forestiers	Arbres fruitiers	Plantes ornementales	Plantes potagères
2012	26%	0,7%	9%	48%	15%
2013	34%	0,7%	10%	42%	13%
2014	35%	0,6%	10%	43%	12%
2015	32%	0,9%	10%	44%	13%
2016	32%	1,1%	9%	40%	18%
2017	27%	0,4%	12%	45%	16%
2018	27%	0,5%	11%	43%	18%
2019	34,3%	0,4%	9,1%	37,6%	17,7%

5. FACILITATION DU DÉPÔT DES DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE UPOV PRISMA (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉ FORMULAIRE DE DEMANDE ÉLECTRONIQUE DE L'UPOV)

a) Nombre de membres de l'UPOV participant à UPOV PRISMA

À la fin de 2019, 35 membres de l'Union couvrant 74 États participaient à UPOV PRISMA.

À la fin de 2018, 30 membres participaient à UPOV PRISMA.

b) Nombre de plantes/espèces couvertes par UPOV PRISMA

À la fin de 2019, UPOV PRISMA était disponible pour tous les genres et espèces dans 23 membres de l'Union et pour une liste limitée de genres et espèces (1 à 100 plantes) dans 12 membres de l'UPOV.

À la fin de 2018, UPOV PRISMA était disponible pour tous les genres et espèces dans 20 membres de l'UPOV et pour une liste limitée de genres et espèces (1 à 100 plantes) dans 10 membres de l'UPOV.

c) Nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA (voir le sous-programme UV.2)

En 2019, 214 demandes ont été déposées pour des obtentions végétales par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA (77 en 2018; 14 en 2017).

En 2019, 5 demandes ont été déposées pour des demandes nationales relatives au répertoire national par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA (nouvelle fonctionnalité introduite en juin 2019).

6. POLITIQUE DU CONSEIL

a) Recommandations formulées par le Comité consultatif et décisions du Conseil

Le Conseil a pris des décisions, sur la base des recommandations formulées par le Comité consultatif ou par correspondance (comme indiqué), concernant les éléments suivants :

- recommander à l'Afghanistan d'incorporer dans la “Loi sur la protection des variétés végétales” les modifications proposées dans le document C/52/19 et, une fois ces modifications incorporées dans la loi, de soumettre la loi ainsi modifiée au Conseil pour examen, conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991;
- rendre une décision positive concernant la conformité :
 - du projet de loi sur la protection des obtentions végétales du Nigéria (par correspondance);
 - du projet de loi de 2019 sur la protection des obtentions végétales de Saint-Vincent-et-les Grenadines (par correspondance);

- des parties pertinentes du projet de loi de la Mongolie sur les semences et les variétés;
- du projet de loi afghan sur la protection des obtentions végétales;
- est convenu que les modifications apportées au Titre IV “Variétés végétales” de la loi relative à la protection des droits de propriété intellectuelle de l’Égypte, modifiée en dernier lieu en 2019, n’ont pas d’incidence sur les dispositions de fond de l’Acte de 1991 de la Convention UPOV et, a confirmé sa décision concernant la conformité du 27 mars 2015;
- est convenu que les modifications introduites dans la loi du Myanmar de 2019 sur la protection des obtentions végétales qui ont été adoptées par le Parlement le 17 septembre 2019 et publiées au Journal officiel le 24 septembre 2019 n’ont pas d’incidence sur les dispositions de fond de l’Acte de 1991 de la Convention UPOV et a confirmé sa décision concernant la conformité du 26 octobre 2017;
- rendre l’utilisation d’UPOV PRISMA gratuite en 2019 et introduire une taxe UPOV PRISMA de 90 francs suisses par demande, à compter de janvier 2020, à condition que les problèmes techniques soient résolus et que l’expérience utilisateur soit améliorée avant l’introduction de la taxe. Il a également décidé que, lorsqu’une variété fait à la fois l’objet d’une demande de droit d’obtenteur et d’une demande d’inscription au répertoire national par le même membre de l’Union participant, une taxe unique serait perçue à la date de la première demande déposée concernant cette variété;
- continuer à mettre gratuitement la base de données GENIE à la disposition des utilisateurs, étant entendu que le coût d’une nouvelle fonction d’UPOV PRISMA, fondée sur les informations contenues dans la base de données GENIE relatives à la coopération en matière d’examen DHS, sera intégré aux dépenses liées à UPOV PRISMA, le cas échéant;
- approuver l’approche ci-après à compter de novembre 2020 pour la base de données PLUTO :
 - i) option gratuite : la base de données PLUTO avec fonction recherche serait gratuite pour tous les utilisateurs. Les résultats d’une recherche s’afficheraient uniquement à l’écran sur une seule page. Il n’y aurait aucune fonction pour télécharger les résultats d’une recherche ou des données de la base de données PLUTO;
 - ii) option premium : les utilisateurs payant une taxe auraient accès à toutes les fonctionnalités de la base de données PLUTO et pourraient télécharger les données sans restriction. La taxe serait de 750 francs suisses par an;
 - iii) membres de l’Union et contributeurs de données : l’accès à toutes les fonctions “premium” de la base de données PLUTO serait gratuit pour tous les membres de l’Union et contributeurs de données (par exemple, l’OCDE) et
 - iv) l’accès aux données PLUTO pourrait également être accordé dans les cas approuvés par le Comité consultatif, dans des conditions similaires à l’assistance que le Bureau de l’Union fournit au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture (TIRPAA);
- mettre fin à l’accord entre l’UPOV et l’OMPI concernant la base de données de l’UPOV sur les variétés végétales (accord UPOV-OMPI), dès lors que le transfert des connaissances et la rationalisation de la gestion des données de PLUTO auront été effectués à la satisfaction du Bureau de l’Union;
- a approuvé un texte révisé de la FAQ sur les avantages des obtentions végétales pour la société;
- approuver le projet de texte visant à mettre à jour les questions-réponses et les propositions de modification du matériel d’enseignement à distance de l’UPOV, pour tenir compte des faits nouveaux concernant UPOV PRISMA;
- demander au Bureau de l’Union de coopérer avec la FAO en ce qui concerne la demande de la Commission des ressources génétiques pour l’alimentation et l’agriculture (CGRFA) de mener, en coordination avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture (TIRPAA) et en concertation avec l’UPOV, des études de cas approfondies afin d’examiner les effets des politiques, des législations et des réglementations relatives aux semences;
- inviter l’Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) à devenir un partenaire à part entière du Partenariat mondial sur les semences, tel que reproduit dans le paragraphe 23.i) du document C/53/15 “Rapport”;
- approuver le projet de document conjoint intitulé “Avantages du Partenariat mondial sur les semences pour les agriculteurs”, qui sera publié sur le site Web du Partenariat et utilisé à des fins de communication;
- poser des restrictions sur un compte bancaire de l’UPOV pour les fonds destinés à financer les obligations de l’UPOV au titre de l’AMCS et de transférer sur ce compte la somme des provisions pour ces obligations à la fin de l’exercice biennal 2016-2017 et le solde du prélèvement de 6% après déduction des paiements dus pour l’exercice biennal, le cas échéant, la restriction s’appliquant à compter de l’exercice biennal 2018-2019, et de suivre pour ces fonds soumis à restriction sur le compte bancaire de l’UPOV la même politique en matière de placements que celle appliquée par l’OMPI concernant le compte destiné à financer les engagements au titre de l’AMCS.

b) Autres décisions du Conseil

Le Conseil a également pris des décisions concernant les éléments suivants :

- les programmes de travail du Comité administratif et juridique (CAJ), du Comité technique (TC), des groupes de travail techniques (TWP) et du Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d’ADN (BMT);

- élection des bureaux :
 - président et vice-président du Conseil
 - président et vice-président du CAJ
 - président et vice-président du TC

c) Autres travaux du Comité consultatif

Le Comité consultatif :

- a invité le Bureau de l'Union à présenter des options au Comité consultatif, à sa quatre-vingt-seizième session, pour le financement d'UPOV PRISMA, concernant notamment : la taxe par dépôt; la taxe par variété; le ou les types d'abonnement pour les demandeurs; le ou les types d'abonnement pour les membres de l'Union et les ou les services groupés de l'UPOV;
- a pris note de l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail sur un système international de coopération (WG-ISC) à la quatrième réunion du WG-ISC tenue à Genève le 31 octobre 2018. Le Comité consultatif a noté que, sous réserve de l'approbation du WG-ISC, un document serait présenté au Comité consultatif à sa quatre-vingt-seizième session, immédiatement après la cinquième réunion du WG-ISC, prévue pour le 30 octobre 2019 en fin de journée. À sa quatre-vingt-seizième session, le Comité consultatif a pris note des propositions, analyses et informations approuvées par le Groupe de travail sur un éventuel système international de coopération (WG-ISC) à sa cinquième réunion tenue à Genève le 30 octobre 2019, et a invité le Bureau de l'Union à présenter un résumé des travaux et initiatives en cours pour chaque proposition, ainsi que les propositions du WG-ISC, à la quatre-vingt-dix-septième session du Comité consultatif qui se tiendra le 29 octobre 2020.
- est convenu de ne pas poursuivre le remaniement de la foire aux questions sur les objectifs de développement durable (ODD). Toutefois, le Comité consultatif est convenu que le Bureau de l'Union devrait utiliser les documents pertinents pour informer le grand public du rôle du système de l'UPOV pour ce qui est de soutenir le développement durable et tenter d'élaborer une foire aux questions dans ce but;
- a demandé au Bureau de l'Union de solliciter, pour la fin du mois de novembre 2018, des observations sur la foire aux questions sur les avantages des nouvelles obtentions végétales pour la société. Sur la base des observations reçues, le Comité consultatif a demandé qu'un nouveau projet soit établi et lui soit communiqué par correspondance. Il a demandé qu'un autre projet lui soit présenté pour examen à sa quatre-vingt-seizième session;
- est convenu que le Bureau de l'Union devait élaborer des propositions visant à mettre à jour les foires aux questions pertinentes pour tenir compte des faits nouveaux concernant UPOV PRISMA et les cours d'enseignement à distance de l'UPOV, pour examen à sa quatre-vingt-seizième session;
- est convenu que le projet de texte de la question-réponse sur la manière dont le système de l'UPOV favorise le développement durable, telle que reproduite dans le document C/53/9 Rev., serait diffusé pour observations et que, sur la base des réponses reçues, le Bureau de l'Union établirait une version révisée du projet de question-réponse pour examen par le Comité consultatif à sa quatre-vingt-dix-septième session en 2020;
- a approuvé la proposition de refonte du site Web de l'UPOV et a pris note des projets de mise en œuvre de la version restructurée du site Web de l'UPOV et d'un nouveau système de gestion des contenus;
- a approuvé la création d'un compte Twitter de l'UPOV et d'un compte Twitter pour permettre au Secrétaire général adjoint de communiquer sur les questions concernant l'UPOV;
- a approuvé l'utilisation du profil de l'UPOV sur LinkedIn pour partager le même type d'informations que celles qui seront diffusées sur le compte Twitter de l'UPOV;
- a approuvé les projets du Bureau de l'Union concernant la création d'un profil distinct pour UPOV PRISMA sur LinkedIn afin de faire mieux connaître UPOV PRISMA en relation avec ses campagnes de diffusion électronique;
- a approuvé les indicateurs d'exécution suivants pour la stratégie de communication : consultations du site Web de l'UPOV; nombre d'abonnés; nombre d'impressions et taux d'interaction sur Twitter et nombre d'abonnés et de connexions sur LinkedIn; et participation aux ateliers.
- a décidé que davantage de matériels d'information issus de manifestations hors Genève devraient être publiés sur le site Web de l'UPOV, selon les ressources disponibles;
- a encouragé les membres de l'Union qui étaient également parties contractantes du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) à envoyer au Groupe spécial d'experts techniques sur les droits des agriculteurs des informations sur les mesures d'application de l'article 9 du TIRPAA (à l'adresse pgrrfa-treaty@fao.org avec copie à : upov.mail@upov.int);
- a prié le Bureau de l'Union de rendre compte au Comité consultatif, à sa quatre-vingt-seizième session, de l'état d'avancement des travaux du Groupe spécial d'experts techniques;
- a invité le Secrétaire général adjoint à mener des consultations auprès de la secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et du secrétaire du TIRPAA sur la façon dont les objectifs de la CDB et du TIRPAA pourraient être pris en considération dans la foire aux questions sur les liens avec d'autres traités internationaux et à chercher des moyens de faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations concernant la mise en œuvre de la Convention UPOV, de la CDB et du TIRPAA
- est convenu que le Bureau de l'Union fournisse une assistance à M. Jacob Moscona en ce qui concerne l'utilisation des données contenues dans la base de données PLUTO aux fins d'un projet de recherche sur les facteurs déterminant les types d'innovations que les pays produisent et exportent dans le secteur agricole, étant entendu que les résultats de cette étude seraient communiqués à l'UPOV.

- est convenu d'inviter Oxfam, Plantum et Euroseeds, auteurs du document intitulé "Report and Recommendations of the project 'Options to interpret the notion of private and non-commercial use as included in Article 15. 1. i) of the UPOV 1991 Convention'" concernant les petits exploitants agricoles à présenter un exposé à sa quatre-vingt-dix-septième session en 2020;
- a demandé au Bureau de l'Union d'inscrire un point à l'ordre du jour de sa quatre-vingt-dix-septième session et d'établir un document pour présenter un résumé des travaux du Groupe consultatif sur les questions financières à long terme de l'UPOV et pour un examen de ces questions par le Comité consultatif;
- est convenu d'inscrire à l'ordre du jour un point relatif à l'examen de l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/5) à sa quatre-vingt-dix-septième session.

d) Adoption des documents et notes d'information par le Conseil

Il est rendu compte de l'adoption des matériels d'information par le Conseil dans le sous-programme UV.2.

2.2 SOUS-PROGRAMME UV.2 : SERVICES FOURNIS À L'UNION EN VUE D'AUGMENTER L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME DE L'UPOV

Ce sous-programme a trait à la fourniture d'orientations, d'informations et de ressources au sujet du fonctionnement du système de l'UPOV pour la protection des obtentions végétales, à l'aide à la coopération entre membres de l'Union, aux activités des organes compétents de l'UPOV et aux mesures visant à faciliter le dépôt de demandes de protection d'obtentions végétales.

L'introduction d'UPOV PRISMA en 2017 a représenté une évolution importante dans la facilitation des demandes de droits d'obtenteur. À la fin de 2019, 35 membres de l'Union couvrant 74 États participaient à UPOV PRISMA. L'utilisation d'UPOV PRISMA a continué de se développer pendant l'exercice biennal, avec 214 demandes de protection d'obtentions végétales faites par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA en 2019, contre 77 en 2018 et 14 en 2017.

L'efficacité du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV est renforcée grâce à la mise à disposition de matériels d'orientation et d'information. En 2019, le "Séminaire sur l'incidence de la politique relative aux variétés essentiellement dérivées sur la stratégie en matière de création végétale" a conduit le CAJ à convenir de lancer une révision des "Notes explicatives sur les variétés essentiellement dérivées selon l'Acte de 1991 de la Convention UPOV" (document UPOV/EXN/EDV/2). Le CAJ travaille également à la révision des "Notes explicatives concernant les dénominations variétales en vertu de la Convention UPOV", en vue de renforcer l'harmonisation de l'examen des dénominations variétales.

La coopération entre les membres de l'Union représente un avantage essentiel découlant de l'adhésion à l'UPOV. En 2019, le Comité technique (TC) a examiné les préoccupations qui peuvent empêcher la coopération en matière d'examen de distinction, d'homogénéité et de stabilité ("DHS") et est convenu d'inviter le Bureau de l'UPOV à mettre au point un plan cohérent, fondé sur des propositions spécifiques, afin de répondre à ces préoccupations et de proposer une manière d'évaluer les incidences du plan. Le TC est convenu de rendre compte au CAJ des questions politiques ou juridiques qui peuvent empêcher les coopérations en matière d'examen DHS.

Les travaux des groupes de travail techniques (TWPs) et du Comité technique (TC) sur l'élaboration et la révision de principes directeurs demeurent la pierre angulaire de la coopération entre les membres de l'Union en matière d'examen de distinction, d'homogénéité et stabilité ("DHS"). Parallèlement, l'harmonisation assurée par les principes directeurs d'examen et la disponibilité des données relatives aux principes directeurs d'examen dans le modèle de principes directeurs d'examen fondé sur le Web ont favorisé l'expansion rapide d'UPOV PRISMA à toutes les plantes et espèces pour les membres de l'Union qui utilisent les principes directeurs d'examen de l'UPOV comme base des questionnaires techniques dans leurs formulaires de demande. En 2019, les principes directeurs d'examen adoptés couvraient 94% des droits d'obtenteur enregistrés dans la base de données sur les variétés végétales.

Le système de codes UPOV a été mis au point pour résoudre le problème des synonymes pour les taxons végétaux et est essentiel au fonctionnement d'UPOV PRISMA et des bases de données PLUTO et GENIE. Cependant, le TC va à présent explorer une nouvelle approche qui permettrait aux codes UPOV de fournir des informations supplémentaires sur les groupes de variétés ou les types de variété aux fins de l'examen DHS, tout en continuant de permettre au système de codes UPOV de se fonder sur des critères taxonomiques.

Objectifs

- ◆ Maintenir et améliorer l'efficacité du système de l'UPOV.
- ◆ Jeter et développer les bases juridiques, administratives et techniques de la coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV.

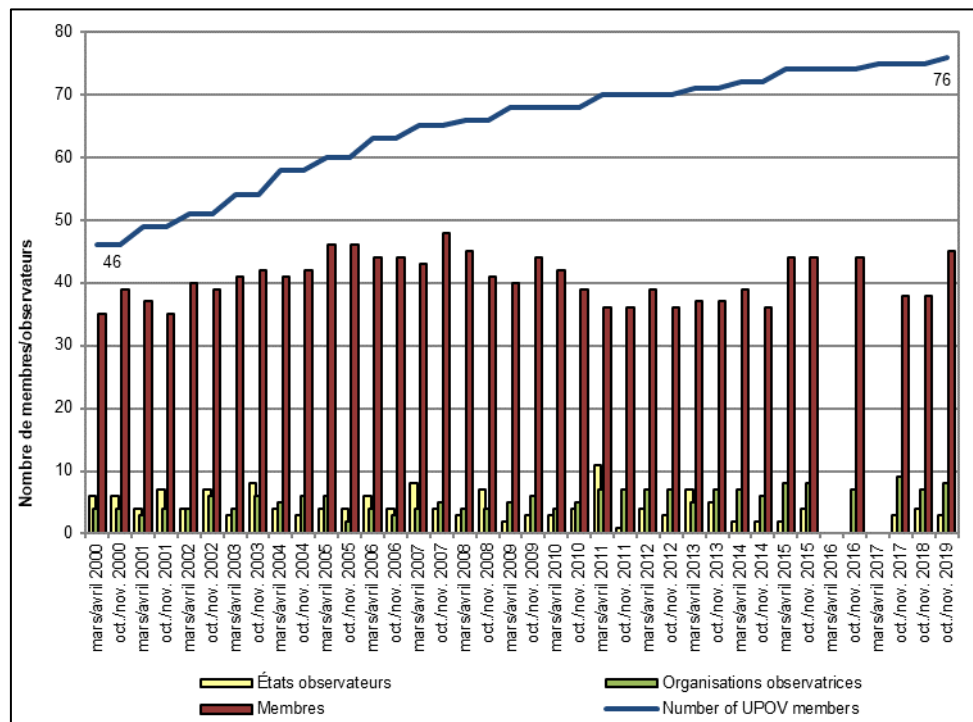
Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution

1. PARTICIPATION DES MEMBRES DE L'UNION ET DES OBSERVATEURS AUX TRAVAUX DES DIFFÉRENTS ORGANES DE L'UPOV

a) Participation aux travaux du Comité administratif et juridique

(Voir la figure 12)

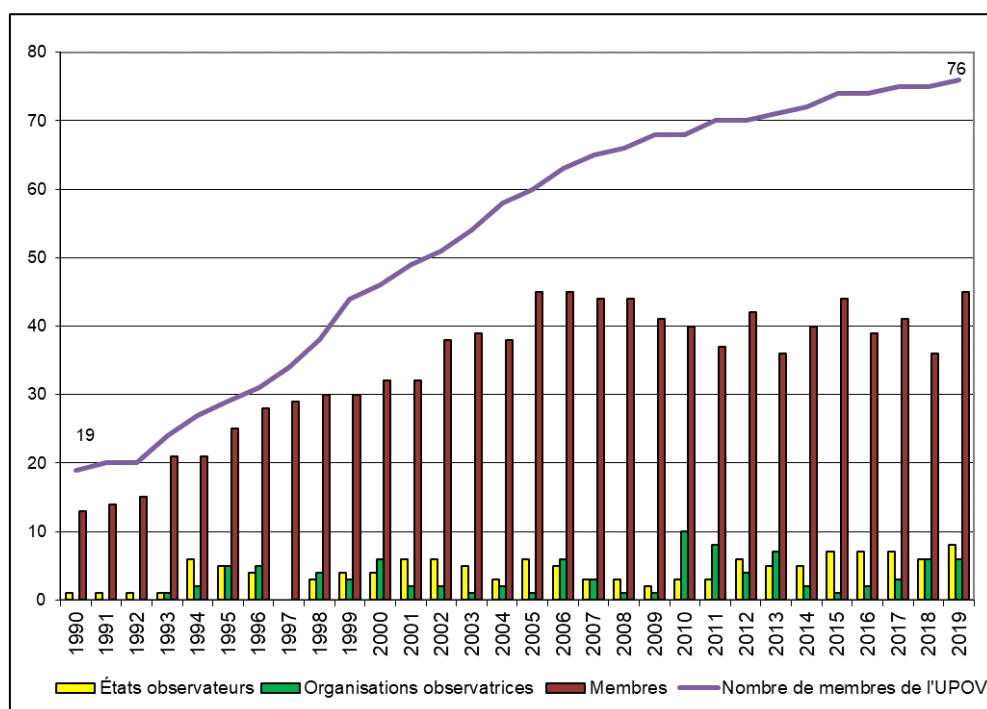
Figure 12. Nombre d'États/organisations membres ou observateurs participant au CAJ



b) Participation aux travaux du Comité technique

(Voir la figure 13)

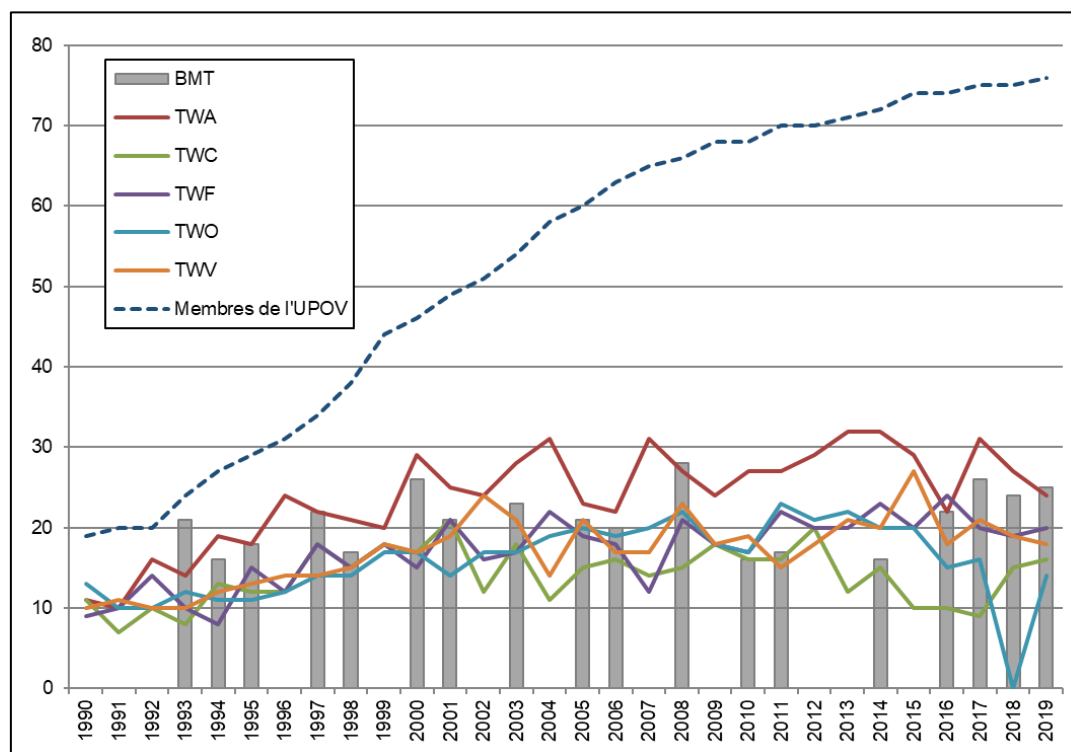
Figure 13. Nombre d'États/organisations membres ou observateurs participant au TC



c) Participation aux sessions des groupes de travail techniques

(Voir la figure 14)

Figure 14. Nombre d'États/organisations membres ou observateurs participant aux groupes de travail techniques

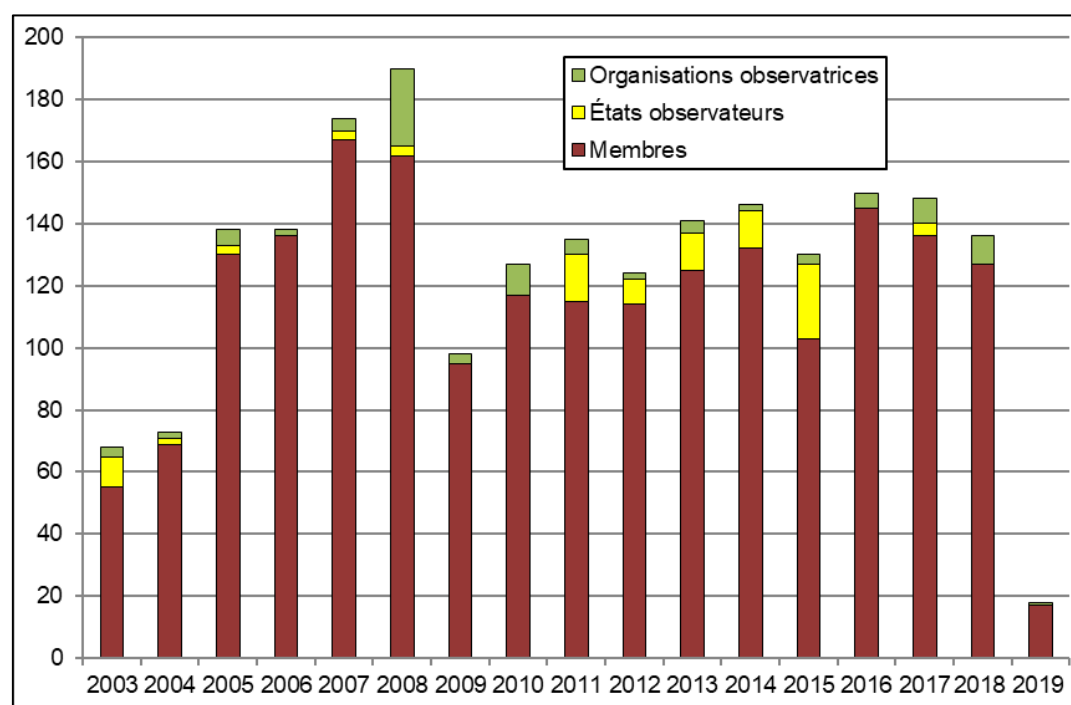


d) Participation aux ateliers préparatoires des sessions des groupes de travail techniques

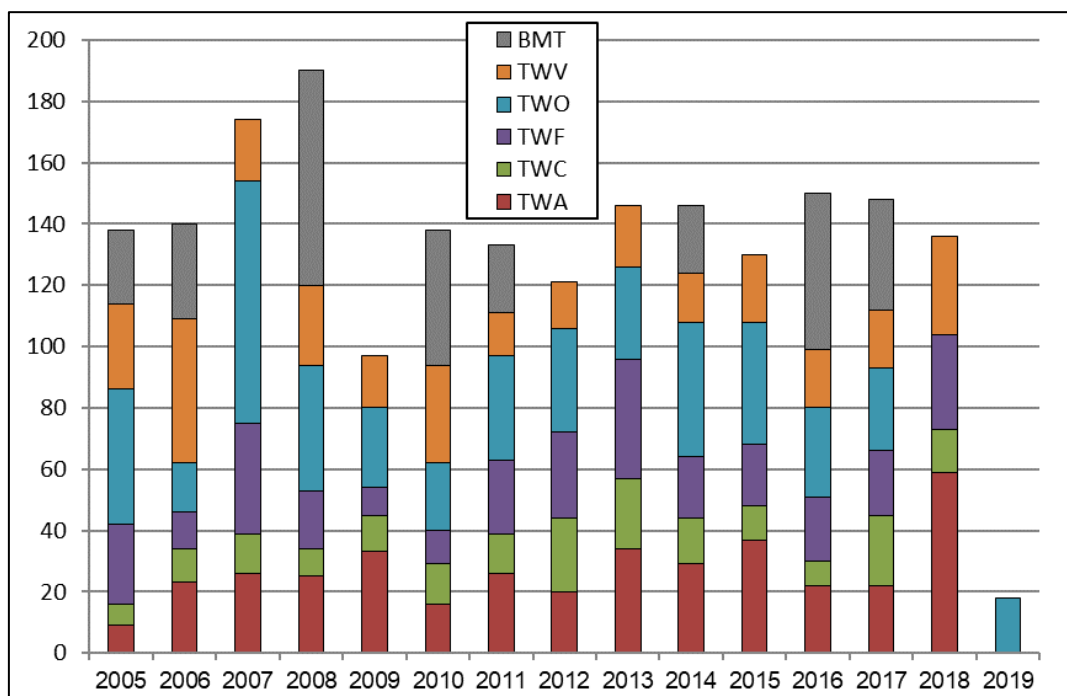
(Voir la figure 15)

Figure 15.

i) Nombre de participants aux ateliers préparatoires : membres et observateurs



ii) Nombre de participants aux ateliers préparatoires par groupe de travail technique



2. ORIENTATIONS AU SUJET DE LA CONVENTION UPOV ET SA MISE EN ŒUVRE ET INFORMATIONS SUR SON APPLICATION

a) Adoption de matériels d'information nouveaux ou révisés concernant la Convention UPOV

Le Conseil a adopté :

- 8 révisions de documents d'information adoptés précédemment

UPOV/INF/4/5	Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (révision)
UPOV/INF/5/2	Publication type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales (révision)
UPOV/INF/16/8	Logiciels échangeables (révision)
UPOV/INF/22/5	Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union (révision)
UPOV/INF/22/6	Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union (révision)
UPOV/INF-EXN/12	Liste des documents UPOV/INF-EXN et date de la version la plus récente de ces documents (révision)
UPOV/INF-EXN/13	Liste des documents UPOV/INF-EXN et date de la version la plus récente de ces documents (révision)

Le CAJ et le TC, selon le cas, ont examiné les projets de documents ci-après :

- 4 révisions de documents d'information adoptés précédemment

UPOV/INF/5/2	Publication type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales (révision)
UPOV/INF/16/8	Logiciels échangeables (révision)
UPOV/INF/22/5	Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union (révision)
UPOV/INF/22/6	Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union (révision)

- 1 nouvelle note explicative

UPOV/EXN/DEN/1	Notes explicatives concernant les dénominations variétales en vertu de la Convention UPOV
----------------	---

- pour les documents TGP, voir la section 2.2 "Sous-programme UV.2", résultat escompté "2. Orientations au sujet de l'examen des variétés" et "a) Adoption de documents TGP et de matériels d'information nouveaux ou révisés"

b) Publication de la Gazette et Newsletter de l'UPOV

Il n'y a eu aucun numéro de la publication n° 438 de l'UPOV intitulée "Plant Variety Protection Gazette and Newsletter" durant l'exercice biennal 2018-2019.

c) Incorporation de la législation des membres de l'Union dans la base de données UPOV Lex

- 7 lois concernant les 7 membres de l'Union ci-après ont été incluses dans la base de données UPOV LEX : Argentine, Australie, Belgique, Colombie, Égypte, Norvège et République dominicaine

Base de données UPOV Lex : consultations du site Web de l'UPOV^a en 2019

Langue	Pages consultées	Consultations ponctuelles
anglais	60 499	41 770
espagnol	22 667	15 703
français	5 891	4 162
allemand	1 700	1 240
Total :	90 757	62 875

Évolution des consultations

Année	Pages consultées	Consultations ponctuelles
2019	90 757	62 875
2018	92 199	64 413
2017	82 861	59 166
2016	85 374	60 294
2015	80 460	55 991
2014	88 305	60 439
2013	88 533	61 230
2012	91 245	62 411
2011	19 269	12 575

d) Mise à disposition de documents et de matériels de l'UPOV dans des langues autres que les langues de travail de l'UPOV (français, anglais, allemand et espagnol)

- Traduction en chinois et en thaï de la vidéo de l'UPOV intitulée "Riz Tsuyahime : le secret de son succès".

(voir <https://www.upov.int/about/fr/languages.html>)

3. ORIENTATIONS AU SUJET DE L'EXAMEN DES VARIÉTÉS

a) Adoption de documents TGP et de matériels d'information nouveaux ou révisés

Documents TGP adoptés et publiés sur le site Web de l'UPOV :

- 9 révisions de documents TGP adoptés précédemment

TGP/5 : Section 1/3	Expérience et coopération en matière d'examen DHS : Accord administratif type pour la coopération internationale en matière d'examen de variétés (révision)
TGP/7/6	Élaboration des principes directeurs d'examen (révision)
TGP/7/7	Élaboration des principes directeurs d'examen (révision)
TGP/8/4	Protocole d'essai et techniques utilisés dans l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (révision)
TGP/10/2	Examen de l'homogénéité (révision)
TGP/14/4	Glossaire des termes utilisés dans les documents de l'UPOV (révision)
TGP/15/2	Conseils en ce qui concerne l'utilisation des marqueurs biochimiques et moléculaires dans l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS) (révision)
TGP/0/10	Liste des documents TGP et date de la version la plus récente de ces documents (révision)
TGP/0/11	Liste des documents TGP et date de la version la plus récente de ces documents (révision)

- Projets de documents TGP dont l'établissement a progressé au CAJ, au TC ou dans les groupes de travail techniques
 - 7 révisions de documents TGP adoptés précédemment
 - TGP/5 : Section 1 Expérience et coopération en matière d'examen DHS : Accord administratif type pour la coopération internationale en matière d'examen de variétés (révision)
 - TGP/7 Élaboration des principes directeurs d'examen (révision)
 - TGP/8 Protocole d'essai et techniques utilisés dans l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (révision)
 - TGP/10 Examen de l'homogénéité (révision)
 - TGP/14 Glossaire des termes utilisés dans les documents de l'UPOV (révision)
 - TGP/15 Conseils en ce qui concerne l'utilisation des marqueurs biochimiques et moléculaires dans l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS) (révision)
 - TGP/0 Liste des documents TGP et date de la version la plus récente de ces documents (révision)
- Projets de matériels d'information dont l'établissement a progressé au CAJ, au TC ou dans les groupes de travail techniques
 - 3 révisions de matériels d'information adoptés précédemment
 - UPOV/INF/5 Publication type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales (révision)
 - UPOV/INF/16 Logiciels échangeables (révision)
 - UPOV/INF/22 Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union (révision)
- Révision du document ci-après examiné par le Groupe de travail sur les dénominations variétales (WG-DEN) :
 - UPOV/INF/12 Notes explicatives concernant les dénominations variétales en vertu de la Convention UPOV (révision)

b) Adoption de principes directeurs d'examen nouveaux ou révisés

Principes directeurs d'examen adoptés

- En 2019, 22 principes directeurs d'examen ont été adoptés par le TC, dont :
 - 3 nouveaux principes directeurs d'examen
 - 6 principes directeurs d'examen révisés
 - 13 principes directeurs d'examen partiellement révisés
- En 2018, 23 principes directeurs d'examen ont été adoptés par le TC, dont :
 - 8 nouveaux principes directeurs d'examen
 - 7 principes directeurs d'examen révisés
 - 8 principes directeurs d'examen partiellement révisés

(Voir la figure 16)

Principes directeurs d'examen dont l'élaboration a progressé dans le cadre des groupes de travail techniques

- En 2019, 44 projets de principes directeurs d'examen ont progressé au sein des groupes de travail techniques, dont :
 - 9 nouveaux principes directeurs d'examen
 - 27 révisions
 - 8 révisions partielles
- En 2018, 27 projets de principes directeurs d'examen ont progressé au sein des groupes de travail techniques, dont :
 - 4 nouveaux principes directeurs d'examen
 - 16 révisions
 - 7 révisions partielles

(Voir la figure 17)

Principes directeurs d'examen : consultations du site Web de l'UPOV en 2019

Langue	Pages consultées	Consultations ponctuelles
anglais	53 063	31 497
espagnol	9 109	5 301
français	3 483	2 047
allemand	1 357	908
Total :	67 012	39 753

Évolution des consultations

Année	Pages consultées	Consultations ponctuelles
2019	67 012	39 753
2018	63 172	37 630
2017	66 567	38 621
2016	61 966	38 054
2015	64 425	38 144
2014	67 900	40 102
2013	68 479	38 979
2012	65 471	37 227
2011	non disponible	non disponible

Figure 16. Adoption de principes directeurs d'examen

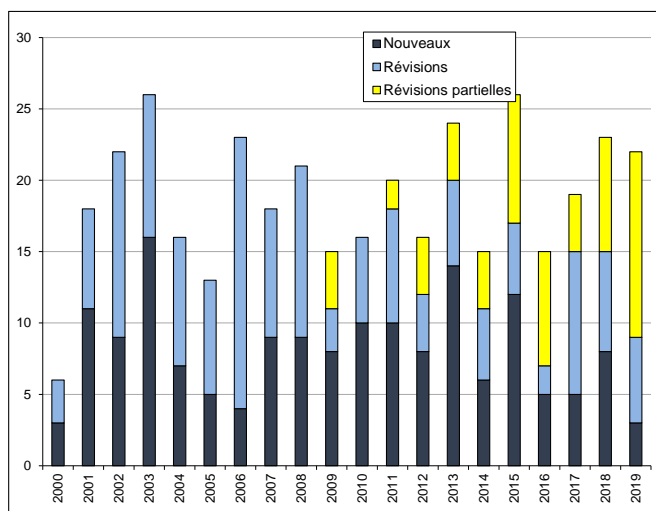
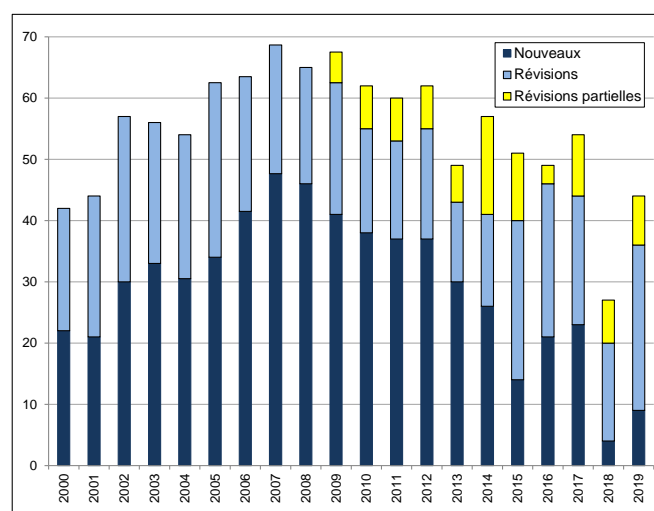


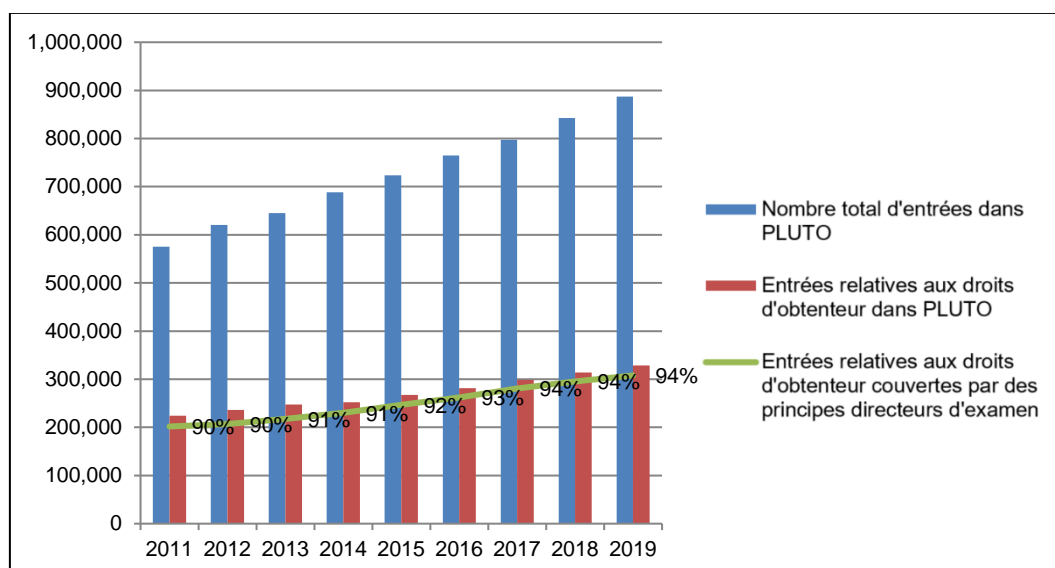
Figure 17. Projets de principes directeurs d'examen examinés par les groupes de travail techniques



c) Nombre de demandes de droits d'obtenteur couvertes par les principes directeurs d'examen adoptés

À la fin de 2019, les principes directeurs d'examen adoptés couvraient 94% de toutes les entrées de droits d'obtenteur dans la base de données sur les variétés végétales PLUTO (307 853 sur 328 525) (94% à fin 2017 (280 687 sur 299 031) (Voir la figure 18)

Figure 18. Entrées relatives aux droits d'obtenteur dans la base de données sur les variétés végétales couvertes par des principes directeurs d'examen



d) Participation à la rédaction des principes directeurs d'examen

Les figures 19 à 22 présentent un aperçu, par groupe de travail technique et par région de l'expert principal, de la participation à l'élaboration de principes directeurs d'examen.

Figure 19. Nombre total de principes directeurs d'examen adoptés
(par groupe de travail technique)

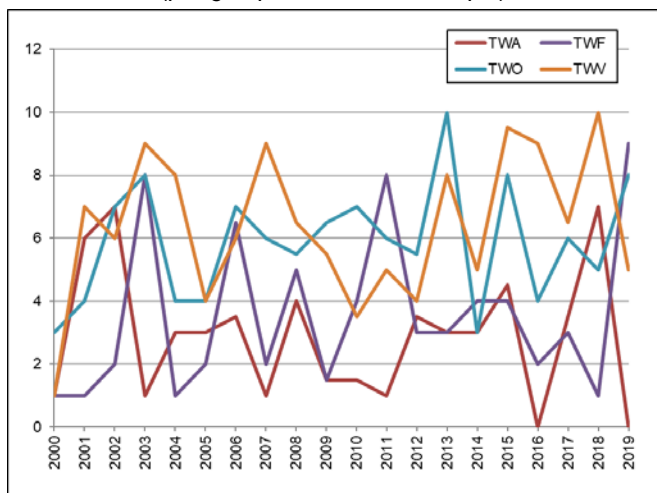


Figure 20. Nombre total de principes directeurs d'examen en cours d'élaboration
(par groupe de travail technique)

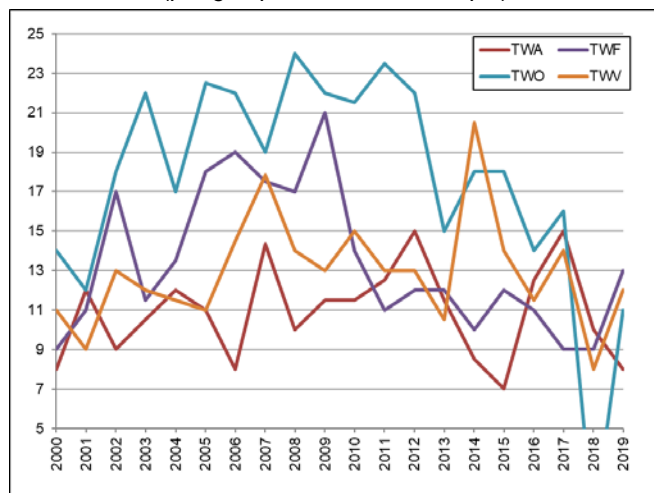


Figure 21. Nombre total de principes directeurs d'examen adoptés
(par région de l'expert principal)

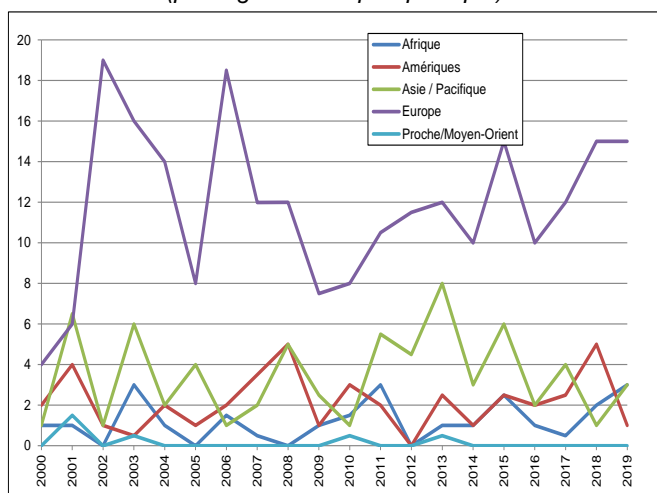
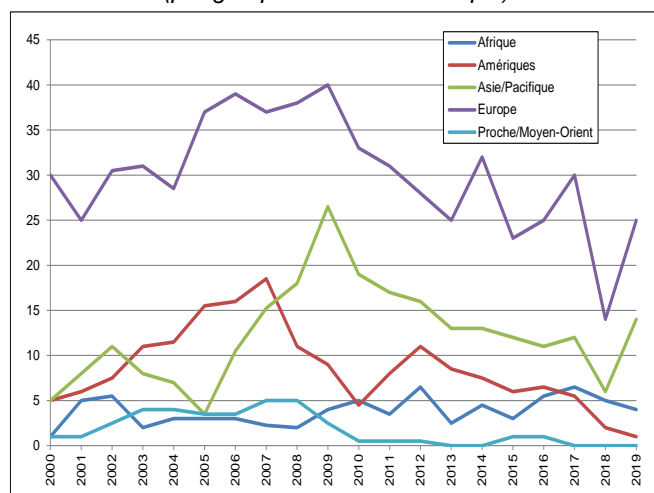


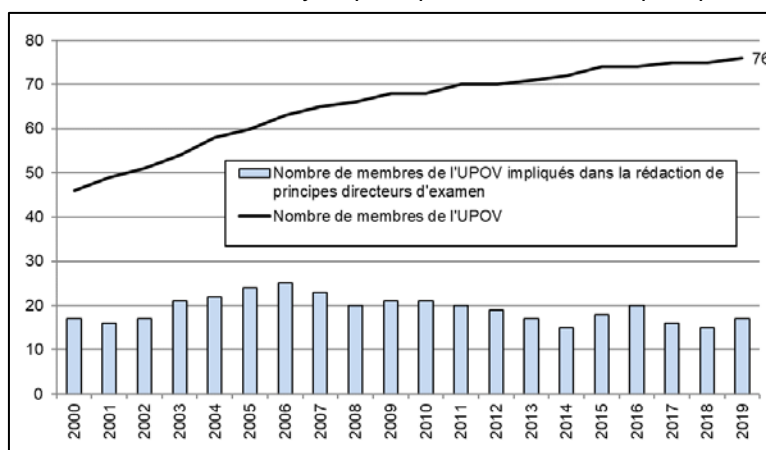
Figure 22. Nombre total de principes directeurs d'examen en cours d'élaboration
(par groupe de travail technique)



Total de 19 membres de l'Union participant à la rédaction de principes directeurs d'examen au cours de l'exercice biennal (AR, AU, BR, DE, DK, ES, FR, GB, HU, IT, JP, KE, KR, MA, NL, NZ, QZ, SK, ZA)

(Voir la figure 23)

Figure 23. Nombre de membres de l'Union ayant participé à l'élaboration de principes directeurs d'examen



e) Élaboration d'un modèle de principes directeurs d'examen fondé sur le Web (modèle TG)

Le modèle TG fondé sur le Web a été utilisé dans l'élaboration des projets de principes directeurs d'examen à l'intention des groupes de travail techniques lors de leurs sessions de 2018 et 2019.

1. *Traduction dans les langues de l'UPOV*

En 2018, le serbe, le suédois, le coréen et le vietnamien ont été ajoutés à l'interface de traduction pour incorporer les caractères des principes directeurs d'examen adoptés et les niveaux d'expression correspondants dans ces langues.

2. *Utilisation par les membres de l'Union aux fins de l'élaboration de principes directeurs d'examen propres aux différents services*

Aucun fait nouveau.

4. COOPÉRATION EN MATIÈRE D'EXAMEN DHS



Base de données GENIE : consultations du site Web de l'UPOV en 2019

	2019 (Juillet à décembre)	2017 (2018 non disponible)
Sessions	6 214	14 861
Utilisateurs	4 058	9 991
Pages consultées	30 251	72 756
Nouveaux visiteurs	64,6%	69,8%
Utilisateurs ayant déjà consulté le site Web	35,4%	30,2%

Langue*	Pages consultées
anglais	22 117
espagnol	5 021
français	1 719
allemand	1 394
Total :	30 251

* L'analyse des langues est fondée sur la langue du navigateur.

Dix pays ayant le plus consulté la base de données GENIE en 2019

Pays/Territoire	Sessions	Nouveaux utilisateurs
Chine	340	203
États-Unis d'Amérique	287	199
Turquie	283	179
France	349	148
Mexique	281	141
Espagne	291	146
Japon	458	109
Inde	174	112
Allemagne	227	91
Pays-Bas	169	61

Évolution des consultations

Année	Pages consultées	Consultations ponctuelles
2019 (Juillet à décembre)	30 251	(non disponible)
2018	(non disponible)	(non disponible)
2017	72 756	40 830
2016	76 990	42 886
2015	67 175	39 165
2014	72 018	40 027
2013	84 306	49 280
2012	85 149	46 122
2011	59 735	32 839
2010	51 457	28 565
2009	11 474	5 337
2008	14 063	5 763
2007	5 357	2 530

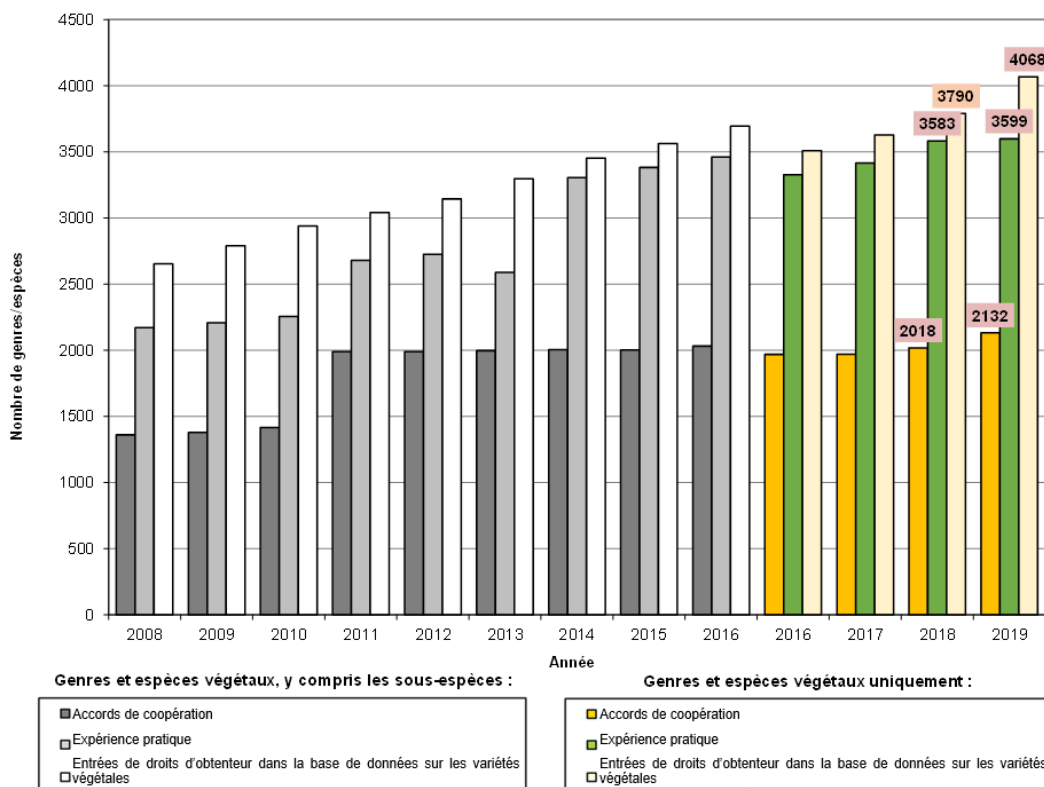
a) Genres et espèces végétaux pour lesquels les membres de l'Union ont une expérience concrète

En 2019, on comptait 3599 genres et espèces (3752 taxons, y compris les sous-espèces) pour lesquels les membres de l'Union avaient une expérience pratique en matière d'examen DHS (voir le document TC/55/INF/4).

On comptait 3583 genres et espèces en 2018 (3732 taxons, y compris les sous-espèces) et 3416 genres et espèces en 2017 (3561 taxons, y compris les sous-espèces).

(Voir la figure 24)

Figure 24. Genres ou espèces végétaux pour lesquels il existe des accords de coopération, de l'expérience pratique et des entrées de droits d'obtenteur dans la base de données sur les variétés végétales



b) Genres et espèces végétaux au sujet desquels les membres de l'Union coopèrent en matière d'examen DHS, comme indiqué dans la base de données GENIE

En 2019, on comptait 2063 genres et espèces (2132 taxons, y compris les sous-espèces) pour lesquels des accords existaient entre les membres de l'Union à des fins de coopération en matière d'examen DHS (voir le document TC/53/INF/5).

On comptait 2018 genres et espèces en 2018 (2089 taxons, y compris les sous-espèces) et 1974 genres et espèces en 2017 (2038 taxons, y compris les sous-espèces).

(Voir la figure 18 et le document C/54/5)

5. COOPÉRATION EN MATIÈRE D'EXAMEN DES DÉNOMINATIONS VARIÉTALES



Base de données PLUTO : consultations du site Web de l'UPOV en 2019

Sessions	35 673
Utilisateurs	14 414
Pages consultées	54 088
Nouveaux visiteurs	67,7%
Utilisateurs ayant déjà consulté le site Web	32,3%

Langue	Pages consultées	Consultations ponctuelles
anglais	45 486	32 091
espagnol	5 588	3 385
français	2 231	1 558
allemand	783	569
Total :	54 088	37 603

Dix pays ayant le plus consulté la base de données PLUTO en 2019

Pays	Sessions	Nouveaux utilisateurs
États-Unis d'Amérique	5 464	2 083
Pays-Bas	2 375	431
France	2 087	795
Australie	1 629	428
Brésil	1 553	471
Turquie	1 305	446
Japon	1 290	283
Mexique	1 154	520
Espagne	1 021	519
Chine	712	325

Évolution des consultations

Année	Pages consultées	Consultations ponctuelles
2019	54 088	37 603
2018	53 154	42 768
2017	69 457	48 108
2016	90 630	63 359
2015	80 382	57 159
2014	74 226	50 203
2013	70 739	44 370
2012	255 108	51 111
2011	30 226	6 316

a) Quantité et qualité des données figurant dans la base de données PLUTO

1. *Nombre de contributeurs*

- Nombre de contributeurs figurant dans la base de données PLUTO :
50 en 2019 (63 en 2018; 62 en 2017; 60 en 2016)
- Nombre de membres de l'Union qui ont fourni des données :
49 en 2019 (48 en 2018; 48 en 2017; 48 en 2016)

2. *Nombre de nouvelles communications*

- Nombre de présentations de nouvelles données :
327 en 2019 (248 en 2018; 222 en 2017; 255 en 2016)
- Nombre de membres de l'Union qui ont fourni des données pour la première fois :
1 en 2019 (1 en 2018; 2 en 2017; 2 en 2016)

3. *Nombre d'enregistrements*

- Nombre total d'entrées dans la base de données PLUTO à fin 2019 :
873 549 (828 808 à la fin de 2018; 797 669 à la fin de 2017; 765 070 à la fin de 2016)

6. DÉVELOPPEMENT D'UPOV PRISMA (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉ FORMULAIRE DE DEMANDE ÉLECTRONIQUE DE L'UPOV)

Voir le sous-programme UV.1, indicateur d'exécution 8 "Facilitation du dépôt des demandes par l'intermédiaire de UPOV PRISMA (anciennement dénommé formulaire de demande électronique de l'UPOV)"

2.3 SOUS-PROGRAMME UV.3 : AIDE À LA MISE EN PLACE ET À L'APPLICATION DU SYSTÈME DE L'UPOV

Le présent sous-programme porte sur l'aide fournie en réponse aux demandes présentées par les membres et les membres potentiels de l'Union. Satisfaire la demande d'aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV dans les limites des ressources disponibles passe par l'utilisation des cours d'enseignement à distance, la formation des formateurs, la hiérarchisation de l'assistance fournie par le Bureau de l'Union et l'utilisation de ressources extérieures pour la formation et l'assistance en fonction des fonds disponibles. Ce sous-programme est financé sur le budget ordinaire, mais ce sont des fonds extrabudgétaires et une aide en nature qui constituent l'essentiel des ressources déployées à des fins d'assistance. Afin d'utiliser les ressources disponibles de la manière la plus efficace qui soit, le Bureau de l'Union a continué de hiérarchiser ses activités et d'étudier les synergies possibles avec les membres de l'Union et ses autres partenaires.

La priorité a été donnée par les membres de l'Union à la fourniture d'une assistance par le Bureau de l'Union dans l'ordre suivant :

- i) assistance aux membres de l'Union;
- ii) assistance aux États et à certaines organisations qui ne sont pas membres de l'Union, notamment aux gouvernements de pays en développement et de pays en transition vers une économie de marché, aux fins de l'élaboration d'une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV et de leur adhésion à la Convention UPOV; et
- iii) assistance aux États et à certaines organisations qui ne sont pas membres de l'Union, aux fins de l'application de la législation ayant fait l'objet d'une décision positive de la part du Conseil compte tenu de leur engagement d'adhérer à la Convention UPOV.

L'intérêt croissant pour l'adhésion à l'UPOV observé ces dernières années se poursuit. Le nombre d'États/d'organisations qui ne sont pas membres de l'Union ayant reçu des observations sur leur législation (17) s'est révélé le plus élevé depuis plus de 20 ans (voir la carte ci-dessous). Le nombre d'États/d'organisations ayant reçu un avis positif du Conseil était également le plus élevé depuis 2000.

Trente et un États (10 membres de l'Union et 21 non-membres de l'Union) ont contacté le Bureau de l'Union pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales. Au total, 22 États (5 membres et 17 non-membres de l'Union) ont reçu des observations sur leur législation et leurs projets de loi. Quatre États ont engagé auprès du Conseil la procédure d'adhésion à l'Union. Le conseil a rendu un avis positif concernant la conformité des lois et projets de loi de 6 États avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Un membre de l'Union (la Belgique) a ratifié l'acte de 1991 de la Convention UPOV. Un État (l'Égypte) est devenu membre de l'Union.

Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, le Bureau de l'Union a organisé 235 missions ou manifestations auxquelles il a également participé, et à l'occasion desquelles 141 États et 17 organisations ont reçu des informations sur le système de l'UPOV. Au total, 1166 étudiants provenant de 102 États et de 4 organisations ont participé aux cours d'enseignement à distance de l'UPOV.

Objectifs

- ◆ Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV.
- ◆ Aider les États et les organisations, en particulier les gouvernements des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché, à élaborer une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- ◆ Aider les États et certaines organisations à adhérer à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- ◆ Aider les États et les organisations à mettre en œuvre un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV.

Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution

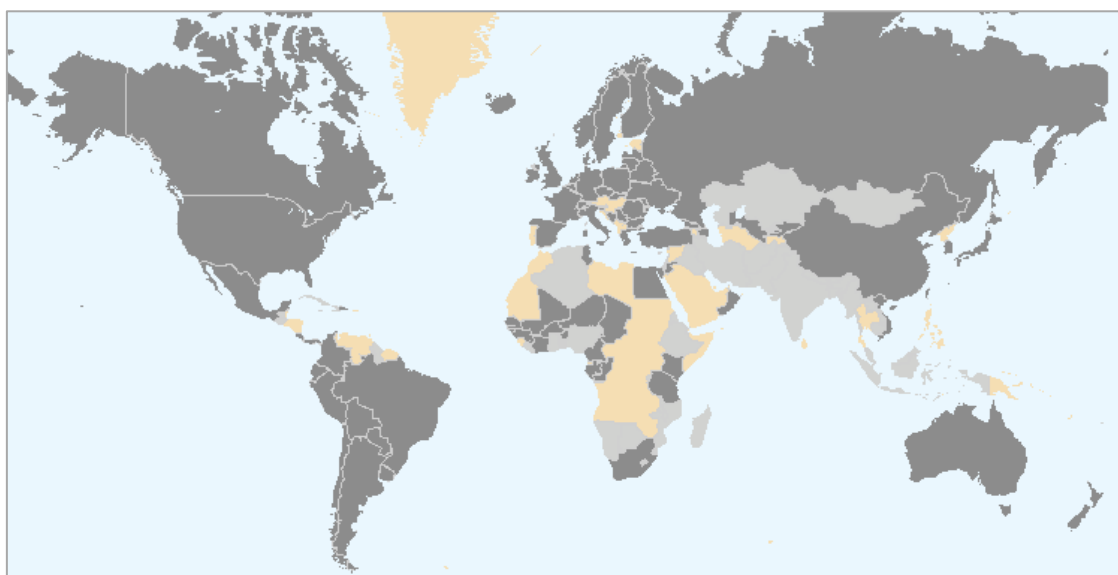
1. FAIRE MIEUX CONNAÎTRE L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORMÉMENT À LA CONVENTION UPOV.

a) États et organisations ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV :

États ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Chypre, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irak, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République de Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe (141 États)
(Voir la figure 25)

Figure 25. États ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

■ Membres de l'Union ■ Non-membres de l'Union

Organisations intergouvernementales ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV (10) :

ARIPO, CDB, COMESA, OCVV (Union européenne), OEB, EUIPO, TIRPAA, OAPI, Centre Sud, OMPI

Organisations non gouvernementales ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV (7) :

AATF, AFSTA, CIOPORA, CropLife International, ESA, ISF, SAA

Lieu des activités de l'UPOV :

Afrique du Sud, Australie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Malaisie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Suède, Suisse, Viet Nam
(Voir la figure 26)

Figure 26. Lieu des activités de l'UPOV



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

b) États et organisations ayant contacté le Bureau de l'UPOV pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales

Membres de l'Union (10) : Bosnie-Herzégovine, Colombie, Géorgie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Trinité-et-Tobago, Ouzbékistan et Viet Nam

Non-membres de l'Union (21) : Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Cambodge, Égypte (2018), Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Maurice, Mongolie, Myanmar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Zambie et Zimbabwe

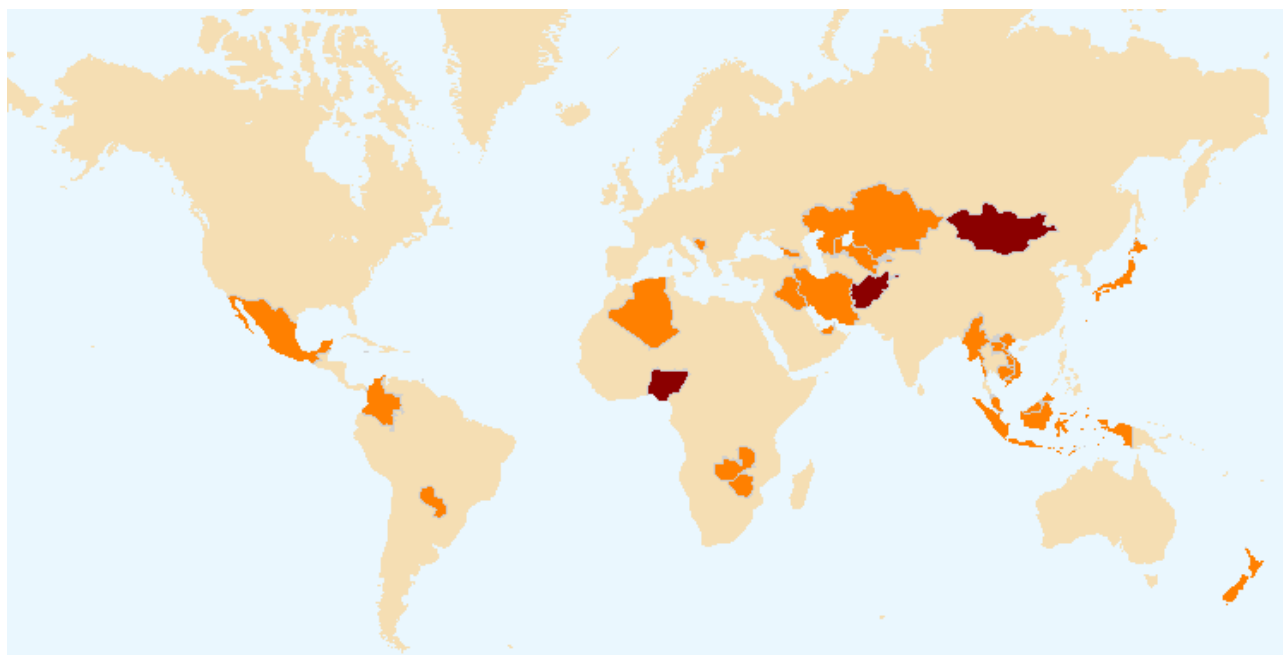
(Voir la figure 27)

c) États et organisations ayant engagé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union

Afghanistan, Mongolie, Nigéria et Saint-Vincent-et-les Grenadines (4)

(Voir la figure 27)

Figure 27. États et organisations ayant contacté le Bureau de l'Union pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales et États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membre de l'Union



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

■ États et organisations ayant engagé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union

■ États et organisations ayant contacté le Bureau de l'UPOV pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales

d) Participation aux activités de sensibilisation organisées par l'UPOV ou aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV

i) Activités organisées par ou avec l'UPOV : voir la lettre b) ci-dessous

ii) Activités et réunions auxquelles l'UPOV a participé : voir la figure 28

Lieu des activités et des réunions au cours desquelles l'UPOV a fait des exposés :

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Japon, Kenya, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Mali, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Togo, Turquie, Viet Nam, Zimbabwe

Figure 28. Lieu des activités et des réunions au cours desquelles l'UPOV a fait des exposés



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

2. ASSISTANCE EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UNE LÉGISLATION RELATIVE À LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORME À L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV

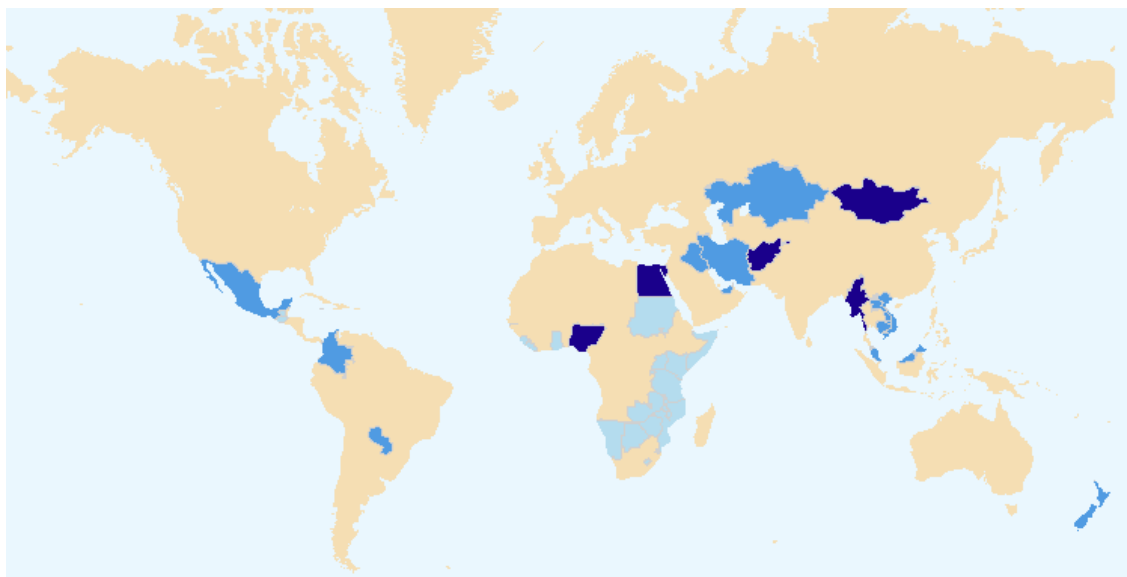
a) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois

Membres de l'Union (9) : Colombie, Équateur, Géorgie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Paraguay, Trinité-et-Tobago et Viet Nam




Non-membres de l'Union (22) : Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, ARIPO, Brunéi Darussalam, Cambodge, Égypte (2018), Émirats arabes unis, Ghana, Guatemala, Iran (République islamique d'), Irak, Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Zambie et Zimbabwe

(Voir la figure 29)

Figure 29. Assistance fournie en vue de l'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

-  États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil de l'UPOV
-  États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois
-  Réunions avec des fonctionnaires nationaux

b) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois¹

Membres de l'Union (5) : Colombie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Paraguay et Viet Nam

Non-membres de l'Union (17) : Afghanistan, Cambodge, Égypte (2018), Émirats arabes unis, Jamaïque, Iran (République islamique d'), Irak, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Zambie et Zimbabwe

(voir la figure 30)

c) États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil de l'UPOV

Afghanistan, Égypte, Mongolie, Myanmar, Nigéria et Saint-Vincent-et-les Grenadines (6)

(voir la figure 31)

3. ASSISTANCE FOURNIE À DES ÉTATS ET ORGANISATIONS EN VUE DE LEUR ADHÉSION À L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV

a) États et organisations ayant adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou l'ayant ratifié

Belgique et Égypte (2)

(voir la figure 33)

b) États et organisations devenus membres de l'Union

Égypte (1)

(voir la figure 32)

Figure 30. États ou organisations ayant reçu des avis législatifs

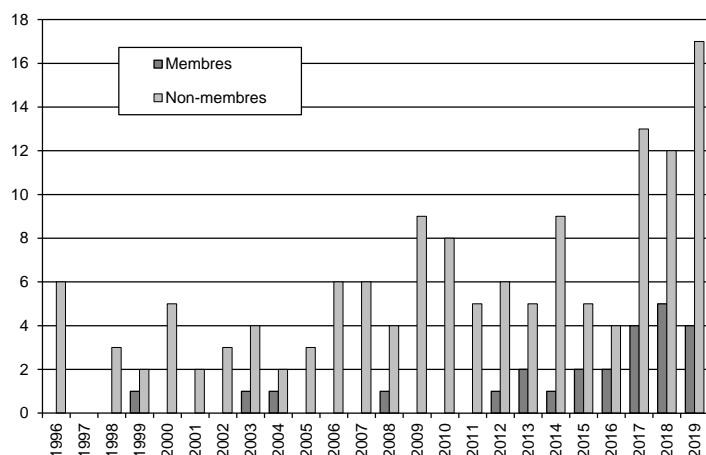
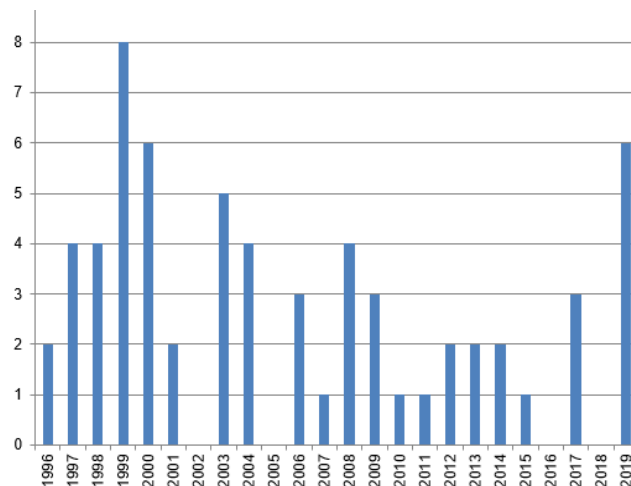


Figure 31. États ou organisations ayant obtenu l'avis positif du Conseil



¹ Formulation de commentaires détaillés sur les lois ou aide à l'élaboration d'une législation.

Figure 32. Nouveaux membres de l'Union

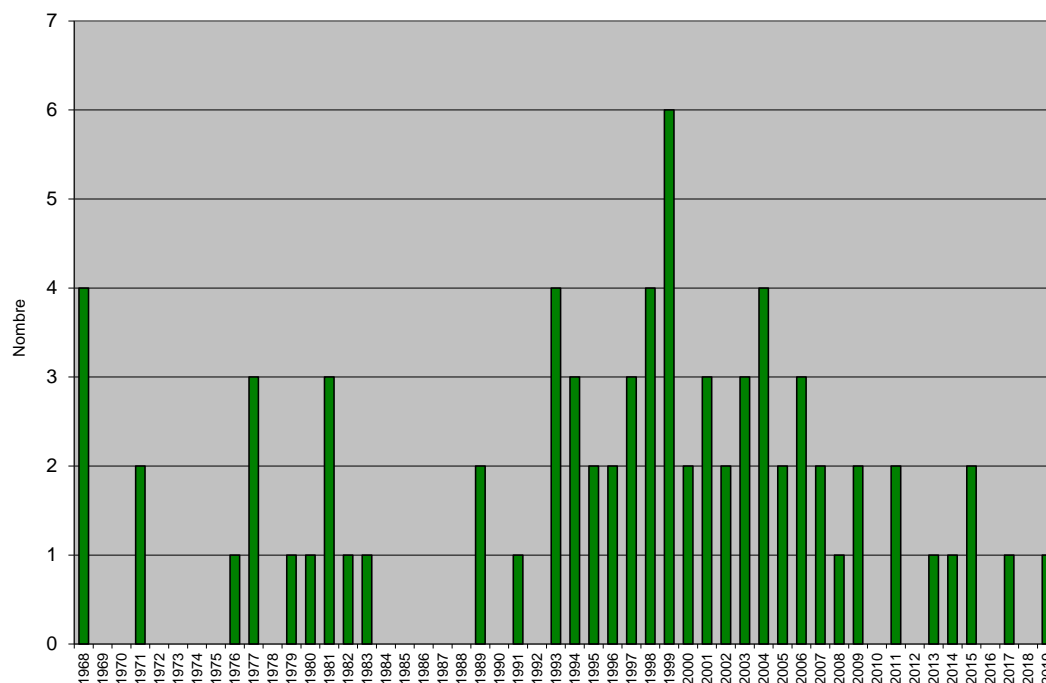
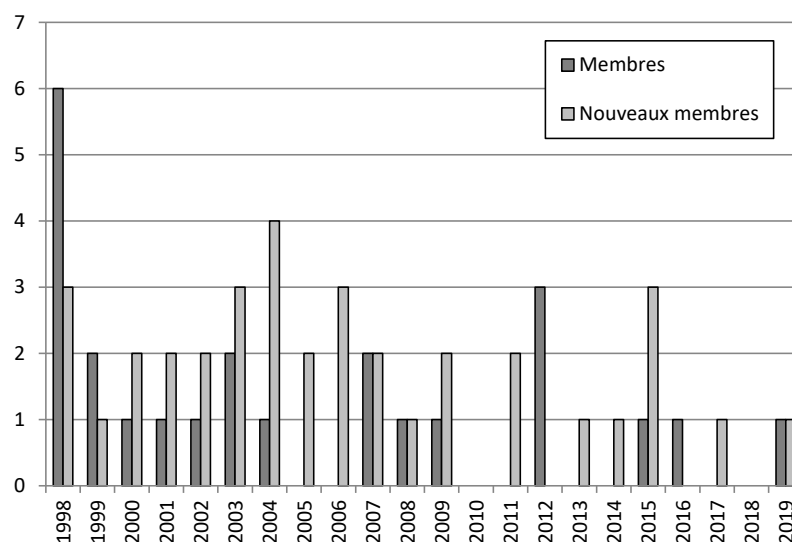


Figure 33. Adhésion à l'Acte de 1991 ou ratification de ce dernier



4. ASSISTANCE À LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME EFFICACE DE PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES CONFORME À LA CONVENTION UPOV

a) Participation aux cours d'enseignement à distance

Nombre de participants aux principales sessions des cours d'enseignement à distance de l'UPOV en 2018 et 2019 par catégorie

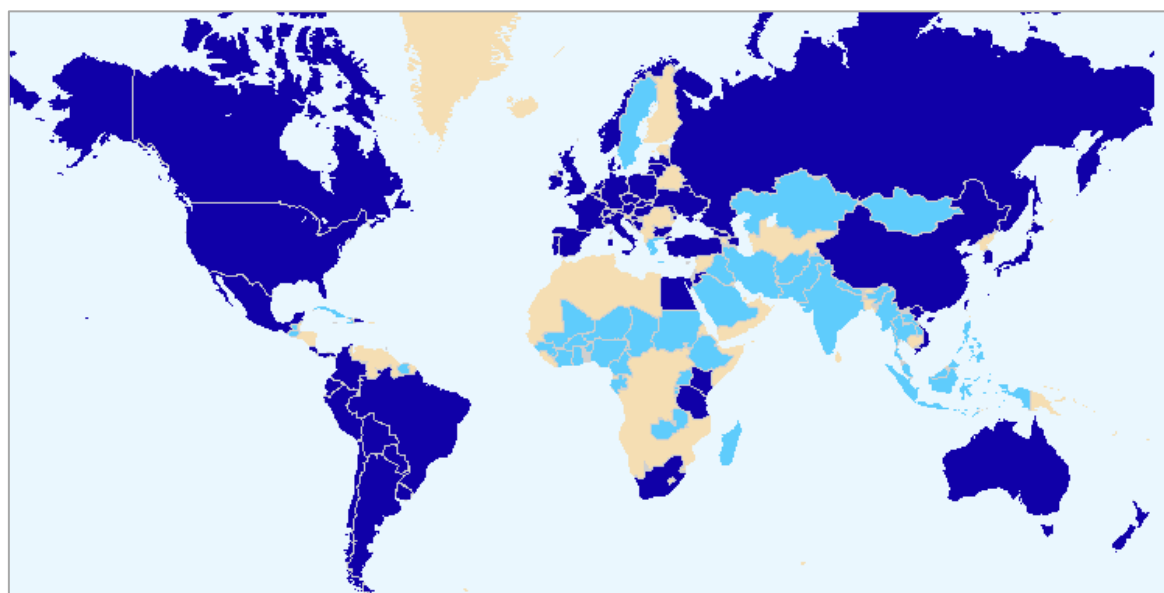
Catégorie	Nombre de participants				
	DL-205	DL-305	DL-305A	DL-305B	Total
Catégorie 1 : fonctionnaires nationaux de membres de l'Union	587	174	116	96	973
Catégorie 2 : fonctionnaires d'États ou d'organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur	95	10	6	7	118
Catégorie 3 : Autres (Droit d'inscription : 1000 francs suisses)	32	4	2	1	39
Catégorie 4 : exonération discrétionnaire du droit d'inscription pour certains étudiants	28	3	3	2	36
Total :	742	191	127	106	1 166

Liste des pays et organisations d'où provenaient les participants aux cours d'enseignement à distance en 2018 et 2019

Afrique du Sud, Allemagne, Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Éthiopie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie, Myanmar, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Singapour, Suède, Suisse, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Zambie, ARIPO, FAO, OAPI, Union européenne

(total : 102 pays et 4 organisations)

Figure 34. Cours DL-205, DL-305, DL-305A et DL-305B de l'UPOV : participation en 2018 et 2019



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

■ Membres de l'Union

■ Non-membres de l'Union

Nombre total de participants par catégorie aux sessions ordinaires du cours DL-205 depuis 2006

Catégorie	Nombre d'étudiants
Catégorie 1 : fonctionnaires nationaux de membres de l'Union désignés par le représentant auprès du Conseil de l'UPOV	4 388
Catégorie 2 : fonctionnaires d'États ou d'organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur, dont la candidature a été approuvée par le représentant intéressé auprès du Conseil de l'UPOV	385
Catégorie 3 : autres	268
Catégorie 4 : exonération discrétionnaire du droit d'inscription pour certains étudiants	123
Total :	5 164

Figure 35. Participants aux sessions principales du cours DL-205 par catégorie d'inscription

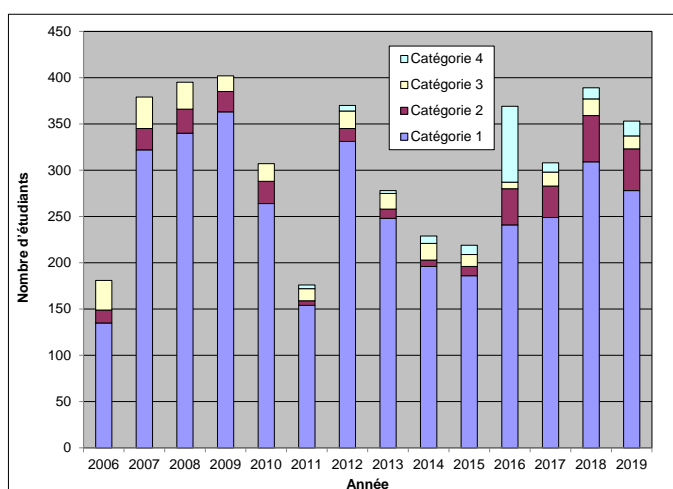


Figure 36. Participants aux sessions principales du cours DL-205 par langue

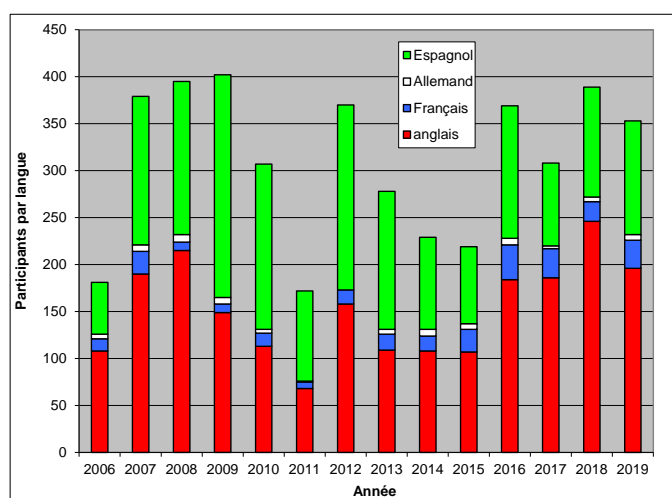


Figure 37. Participants aux sessions principales des cours DL-305, 305 A et 305 B par catégorie d'inscription

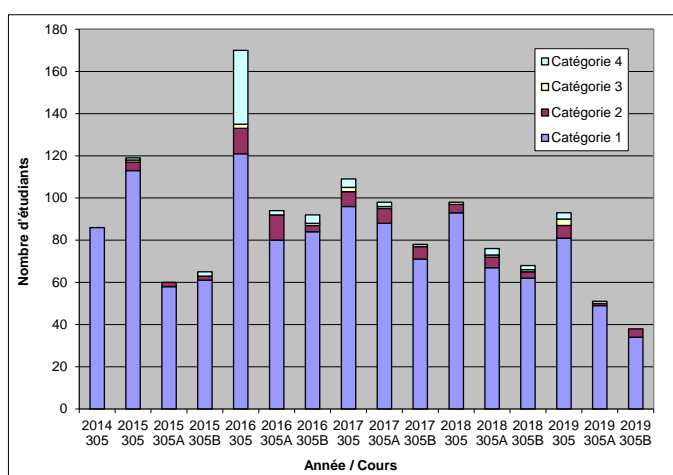
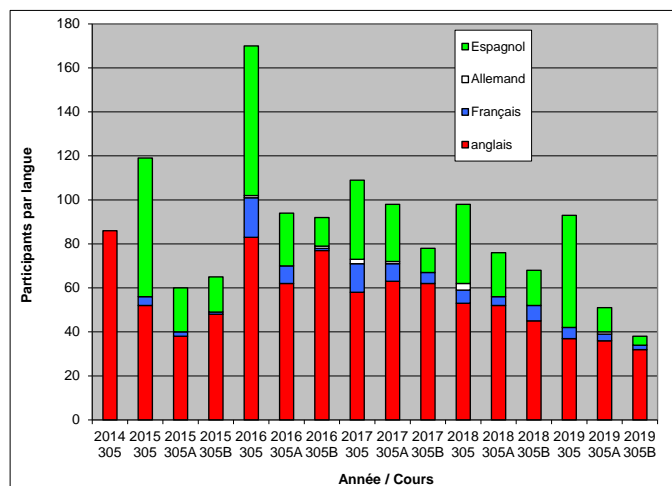


Figure 38. Participants aux sessions principales des cours DL-305, 305 A et 305 B par langue



Sessions spéciales du cours DL-205 en 2018 et 2019

Année	Nom du cours	Nombre de participants
2018	Institut polytechnique UniLaSalle – Programme de Master en création variétale	7
2018	Cours de formation dans le domaine de la propriété intellectuelle de l'OAPI	24
2018	Cours de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle et gestion des connaissances de l'Université de Maastricht	16
2018	Cours de formation de la KOICA sur la protection des variétés végétales	9
2018	Forum sur le rôle de l'UPOV dans le développement de l'agriculture	2
2018	Máster Lvcentinvs en protection des variétés végétales de l'Université d'Alicante, Espagne	32
2019	Institut polytechnique UniLaSalle – Programme de Master en création variétale	21
2019	Cours de formation dans le domaine de la propriété intellectuelle de l'OAPI	27
2019	Cours international organisé par Naktuinbouw sur la protection des obtentions végétales (Pays-Bas)	23
2019	Cours de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle et gestion des connaissances de l'Université de Maastricht	19
2019	Cours de formation organisé par la JICA sur "l'harmonisation internationale du système de protection des obtentions végétales"	6
2019	Atelier sur la rédaction d'une législation conforme à la Convention UPOV	3
	Total :	189

	anglais	français	allemand	espagnol
Sessions spéciales du cours DL-205, 2018-2019 : Nombre total de participants par langue	122	51	0	24

b) Formation des formateurs

Voir l'annexe au présent document.

c) Activités de formation mises au point avec le concours de l'UPOV

Voir l'annexe au présent document.

d) Participation d'États et d'organisations ayant le statut d'observateurs aux travaux du CAJ, du TC, des groupes de travail techniques et aux ateliers préparatoires correspondants

Voir le sous-programme UV.2, section 1, "Participation des membres de l'Union et des parties prenantes aux travaux des différents organes de l'UPOV", sous-sections a) à d)

e) Participation aux activités de l'UPOV

Voir l'annexe au présent document.

f) Participation aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV

Voir l'annexe au présent document.

g) Cours universitaires dans lesquels est intégré le système UPOV de protection des obtentions végétales

Voir l'annexe au présent document.

h) Mise en œuvre de projets avec des organisations partenaires et des donateurs

Partenariat mondial sur les semences :

- En 2018 : cinq réunions électroniques et quatre réunions en présentiel du Comité directeur.
- En 2019 : neuf réunions électroniques du Comité directeur (aucune réunion en présentiel ne s'est tenue).

2.4 SOUS-PROGRAMME UV.4 : RELATIONS EXTÉRIEURES

L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de nouvelles variétés dans l'intérêt de tous. Le présent sous-programme vise à expliquer comment le système de l'UPOV encourage l'obtention de nouvelles variétés végétales, dans quelle mesure la mise au point de nouvelles variétés profite à la société, et le rôle du système de l'UPOV vis-à-vis des politiques agricoles et économiques.

En 2019, la mise en place des comptes Twitter @UPOVint et @vsgupov a constitué une évolution importante, associée à l'utilisation du profil de l'UPOV sur LinkedIn (y compris la page de présentation d'UPOV PRISMA). Entre mars 2019 et mai 2020, l'UPOV a publié plus de 1000 tweets et obtenu plus de 1000 abonnés sur Twitter. Durant cette même période, les comptes UPOV ont enregistré ensemble plus de : 500 000 "impressions"; 10 000 "interactions"; 2000 "j'aime" et 1000 "retweets". Le nombre de visiteurs ("visites") et de sessions sur le site Web de l'UPOV depuis le lancement des comptes de l'UPOV sur les réseaux sociaux en mars est la preuve d'une incidence positive sur le rayonnement du site de l'UPOV, en plus de la sensibilisation directe obtenue grâce aux publications effectuées sur les réseaux sociaux.

La publication d'une série de vidéos produites au Canada, en Chine, en Colombie, au Kenya, au Japon et au Pérou, consacrées à la cerise, la rose, au riz et à d'autres plantes, a constitué une importante nouvelle source d'information sur les avantages de la protection des obtentions végétales et de l'adhésion à l'UPOV. Ce matériel fournit également des informations essentielles à utiliser dans les diverses activités de sensibilisation de l'UPOV.

Dans le cadre de la stratégie de communication, le Conseil a approuvé un texte révisé de la foire aux questions sur "Les avantages des obtentions végétales pour la société".

Objectifs

- ◆ Élargir et renforcer la compréhension du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV.
- ◆ Fournir aux autres organisations intergouvernementales des informations sur la Convention UPOV, en vue d'assurer sa complémentarité avec les autres traités internationaux.

Résultats obtenus : Indicateurs d'exécution

1. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR LE PUBLIC DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV

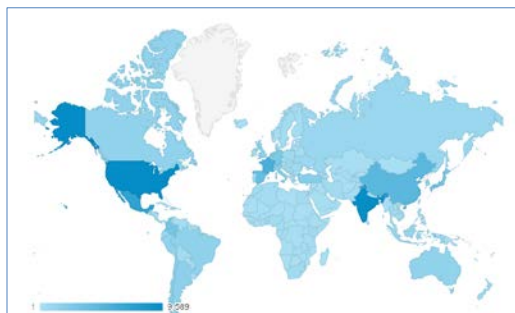
a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV et par le biais d'autres médias d'informations et de matériels pertinents à l'intention du grand public

- Lancement des comptes @UPOVint et @vsgupov sur Twitter
- Lancement du profil UPOV sur LinkedIn (y compris la page de présentation d'UPOV PRISMA)
- Vidéo de l'UPOV : "Les producteurs de cerises canadiens bénéficient de la politique du gouvernement"
- Vidéo de l'UPOV : "Une industrie de la rose florissante au Kenya"
- Vidéo de l'UPOV : "Riz Tsuyahime, le secret de son succès"
- Colombie : "Le système de l'UPOV profite à l'agriculture en Colombie"
- Chine : "Célébration du vingtième anniversaire de l'adhésion de la Chine à la Convention UPOV"
- Pérou : "Le système de protection des obtentions végétales : les bénéfices pour le développement du secteur du riz au Pérou"
- FAQ sur les avantages des obtentions végétales pour la société
- Éditions actualisées du dépliant intitulé "L'UPOV, ses activités, son rôle", qui contient des informations sur l'Union et la protection des obtentions végétales en allemand, anglais, espagnol et (publication n° 437)
- 11 communiqués de presse

b) Consultations du site Web de l'UPOV

	2019	2018 ²	2017 ³	2016	2015	2014
Nombre de sessions :	186 155	173 882	177 469	200 539	191 534	187 125
Utilisateurs ponctuels :	92 966	85 002	84 393	88 906	86 366	86 291
Nombre de consultations de pages :	683 097	672 169	857 442	1 153 307	1 087 382	1 127 786
Nombre de pages/visite :	3,67	3,87	4,83	5,75	5,68	6,03
Durée moyenne des consultations :	00 h 03 min 53 s	00 h 03 min 48 s	00 h 04 min 30 s	00 h 05 min 13 s	00 h 05 min 15 s	00 h 06 min 0 s
Pourcentage de nouvelles consultations :	80%	79,8%	79,4%	42,70%	43,21%	44,19%

Consultation du site Web dans le monde en 2019



Sessions par pays :

1. États-Unis d'Amérique (8,22%)
2. Inde (6,69%)
3. Mexique (6,49%)
4. France (5,94%)
5. Japon (4,64%)
6. Chine (4,18%)
7. Espagne (4,06%)
8. Pays-Bas (3,58%)
9. Allemagne (3,10%)
10. Colombie (2,40%)

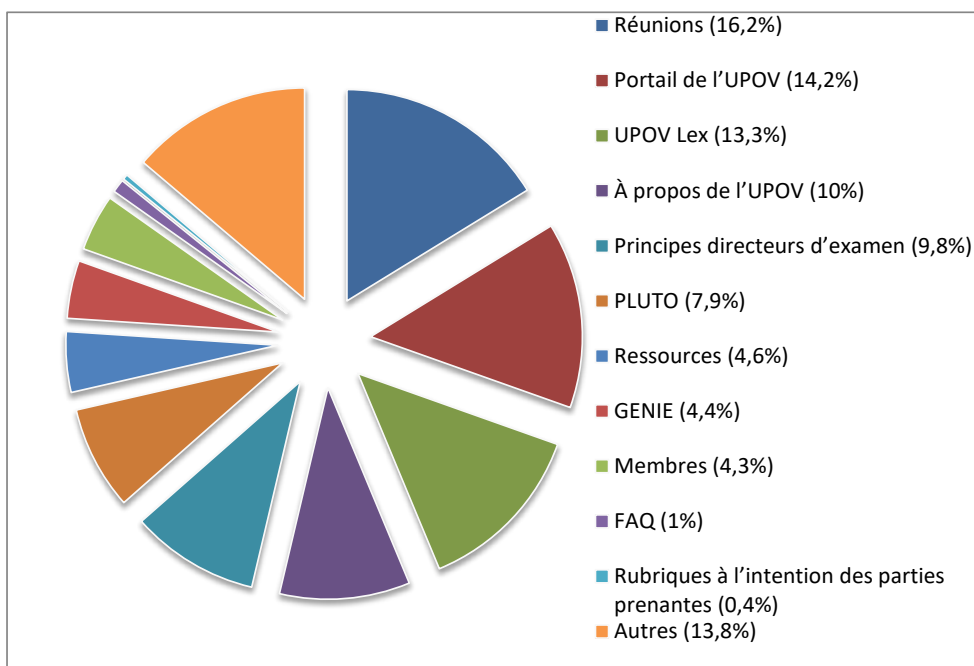
Langue du logiciel de navigation	2019		2018		2017		2016		2015	
			Sessions	%	Sessions	%	Sessions	%	Sessions	%
1. en-us	52 371	28,13%	47 702	27,43%	48 128	30,39	60 689	42,11	66 347	39,58
2. es-es	21 555	11,58%	17 042	10,78%	6 091	(3,45)3,43	7 273	49,06	7 972	4,16
3. en-gb	11 992	6,44%	10 494	6,08%	10 062	5,78	8 639	45,87	6 743	3,52
4. fr-fr	10 242	5,50%	8 600	4,49%	5 185	(2,52)2,92	5 502	42,31		
5. zh-cn	8 318	4,47%	6 564	3,73%	5 349	(3,13)3,01				
6. es-419	6 937	3,73%	6 442		6 542	(4,76)3,69	5 605	57,38		
7. fr	3 902	2,10%	5 674	3,54%	9 471	5,71				
8. tr-tr	3,669	1,97%								
9. it-it	3 278	1,76%								
10. es-us	2 714	1,46%								
Total :	121 313		173 882		177 469		200 539		191 534	

1. en-us : anglais (États-Unis d'Amérique); 2. es : espagnol; 3. en-gb : anglais (Royaume-Uni); 4. fr-fr : français (France); 5. zh-cn : chinois; 6. es-419 : espagnol (Amérique latine et Caraïbes); 7. fr : français; 8. tr-tr : turc (Turquie); 9. it-it : italien (Italie); 10. es-us : espagnol (États-Unis d'Amérique)

² Les statistiques concernant la base de données GENIE ne sont disponibles que pour la période allant de juillet à décembre 2019 (en raison d'une reconfiguration).

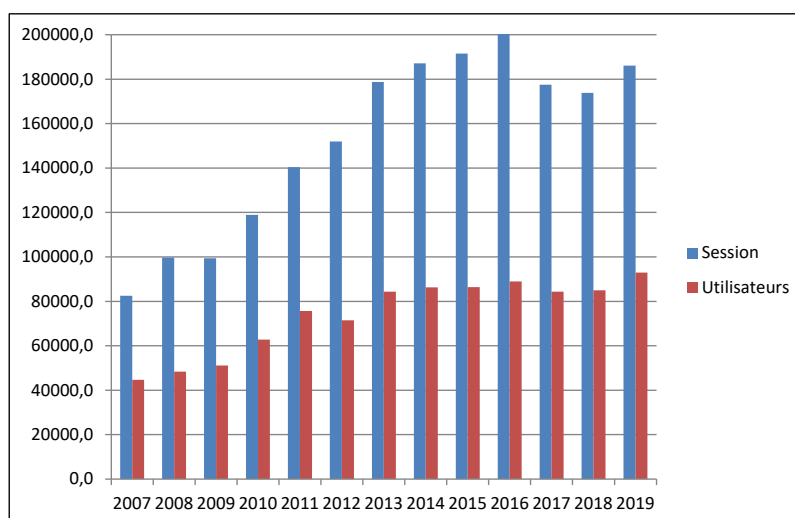
³ La méthode de Google Analytics pour calculer l'exclusion du trafic interne et des robots a été modifiée en janvier 2017. La nouvelle méthode a été utilisée pour produire les statistiques relatives au site Web pour 2017.

Aperçu de l'activité sur le site Web en 2019 : où vont les utilisateurs?



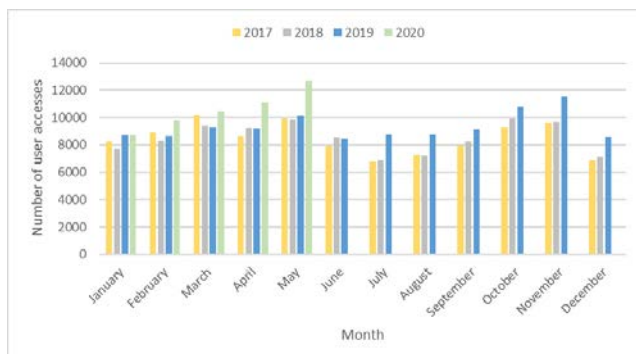
Note : Les statistiques concernant la base de données GENIE ne sont pas disponibles pour 2018 en raison d'une reconfiguration.
Les statistiques concernant la base de données GENIE sont disponibles pour la période allant de juillet à décembre uniquement pour 2019.

Site Web de l'UPOV : nombre de sessions et d'utilisateurs depuis 2007

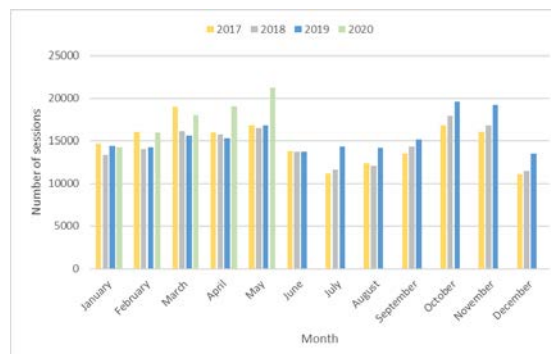


L'un des effets attendus de l'utilisation des réseaux sociaux a été d'accroître la sensibilisation et le nombre de visites sur le site Web de l'UPOV. Le nombre de visiteurs ("consultations") et de sessions sur le site Web de l'UPOV depuis le lancement des comptes de l'UPOV sur les réseaux sociaux présenté ci-dessous est la preuve d'une incidence positive.

Nombre de consultations^a du site Web



Nombre de sessions^a sur le site Web



Synthèse des parties les plus visitées du site Web au cours des cinq dernières années (consultations de pages)

	2019	2018	2017	2016	2015
UPOV LEX	90 757	92 199	82 861	85 374	80 382
GENIE	*30 251	*	72 756	76 990	67 175
PLUTO	54 088	53 154	69 457	90 630	80 283
Principes directeurs d'examen	67 012	63 172	66 567	61 966	64 425

Note : Les statistiques concernant la base de données GENIE ne sont pas disponibles pour 2018 en raison d'une reconfiguration. Les statistiques concernant la base de données GENIE sont disponibles pour la période allant de juillet à décembre uniquement pour 2019.

Dispositifs utilisés pour consulter le site Web de l'UPOV entre 2015 et 2019 (sessions)

	2019	2018	2017	2016	2015
Ordinateur de bureau	151 180 (81%)	148 607 (85%)	155 520 (88%)	178 284 (89%)	175 755 (92%)
Mobile	30 424 (16%)	20 944 (12%)	18 499 (10%)	17 971 (9%)	11 645 (6%)
Tablette	4 551 (2%)	4 331 (2%)	3 450 (2%)	3 848 (2%)	4 134 (2%)

2. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR LES PARTIES PRENANTES DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV

a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV et par l'intermédiaire d'autres médias d'informations et de matériels pertinents à l'intention des obtenteurs, des agriculteurs et des responsables de l'élaboration des politiques

Voir le sous-programme UV.4, indicateur d'exécution "1. Meilleure connaissance par le public du rôle et des activités de l'UPOV", section a)

b) Rubriques du site Web de l'UPOV à l'intention des parties prenantes

Consultations du site Web de l'UPOV en 2019

2 514 Consultations de pages (0, 37% de toutes les pages consultées sur le site Web de l'UPOV (683 097 pages consultées))

Langue	Pages consultées	Consultations ponctuelles
anglais	1 624	1 264
espagnol	670	504
français	160	126
allemand	60	55

c) Participation de parties prenantes à des séminaires et à des colloques

Voir l'annexe au présent document.

d) Participation aux réunions des parties prenantes concernées et avec les parties prenantes concernées

Voir l'annexe au présent document.

e) Articles dans des publications pertinentes auxquels l'UPOV a contribué

- Contribution à Seed Info N° 55
- Contribution à Cultivar Magazine France avec un article sur l'élaboration de l'outil de demande de droits d'obteneurs (UPOV PRISMA)
- Contribution à la European Seed Association avec un article intitulé "Helping breeders making their varieties more widely available UPOV PRISMA—the new on-line PBR Application Tool"
- Interview vidéo pour IssuesInk/ESA sur l'impact du système de l'UPOV et les dernières nouveautés d'UPOV PRISMA. Cette vidéo est disponible à l'adresse <https://youtu.be/1yS7qbqu1oc>
- Contribution au Magazine de l'OMPI avec un article intitulé "UPOV : supporting food security with plant variety protection"

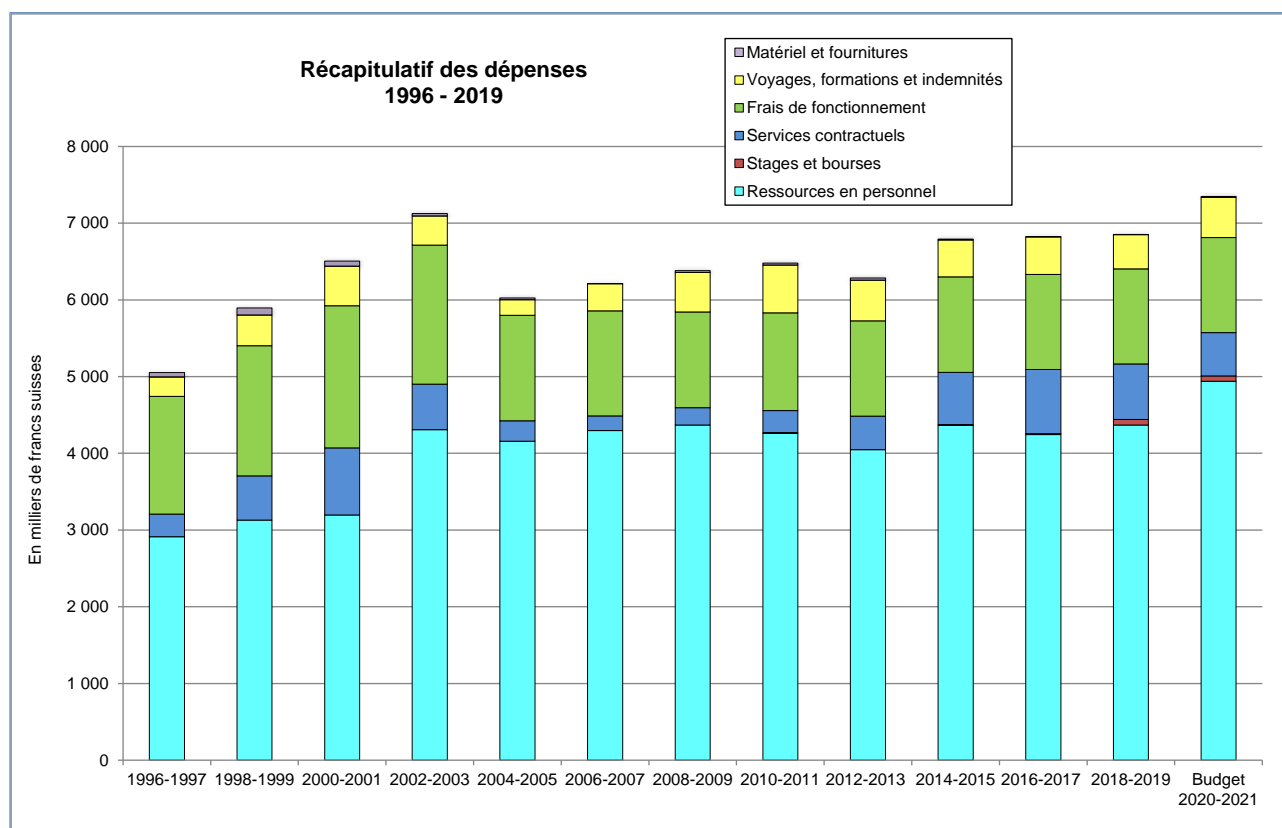
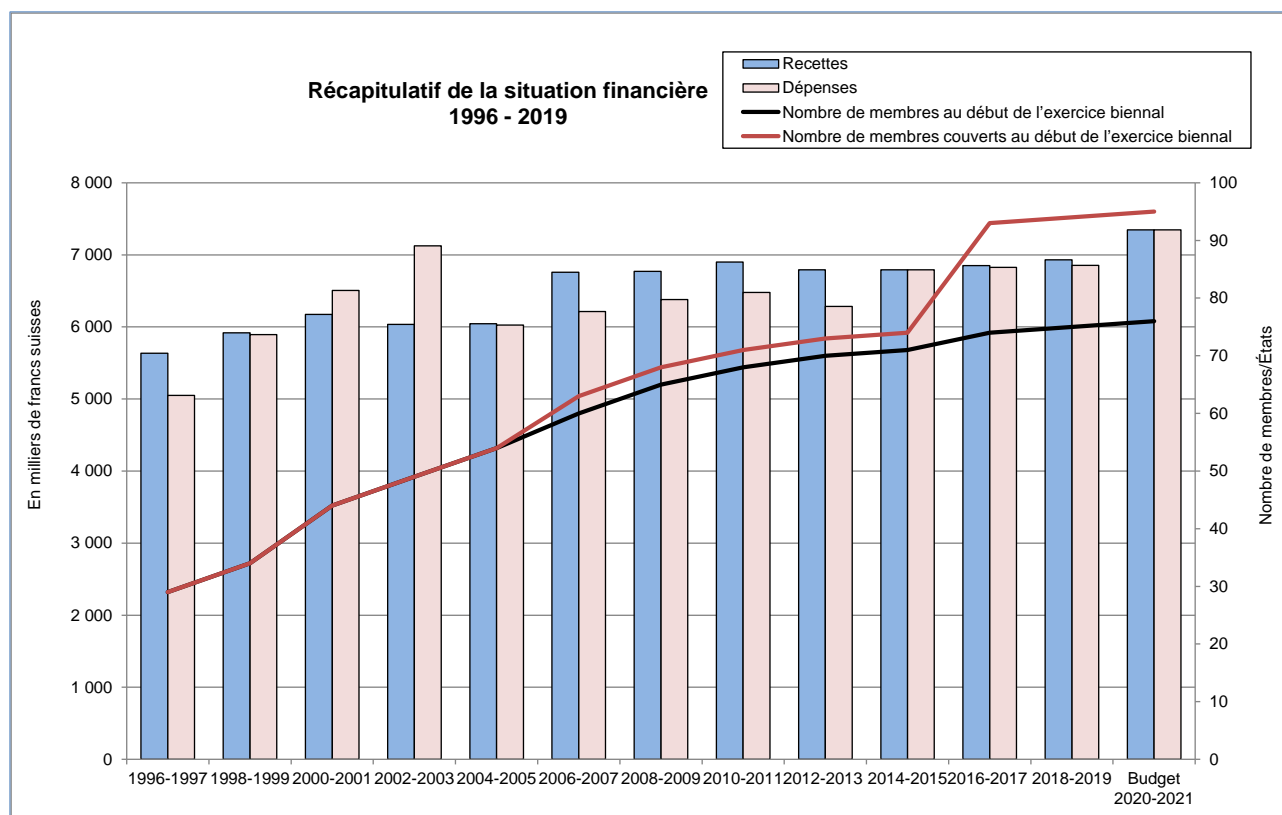
3. MEILLEURE CONNAISSANCE PAR D'AUTRES ORGANISATIONS DU RÔLE ET DES ACTIVITÉS DE L'UPOV

a) Participation aux réunions des organisations concernées et avec les organisations concernées

Voir l'annexe au présent document.

3. PERFORMANCE FINANCIÈRE

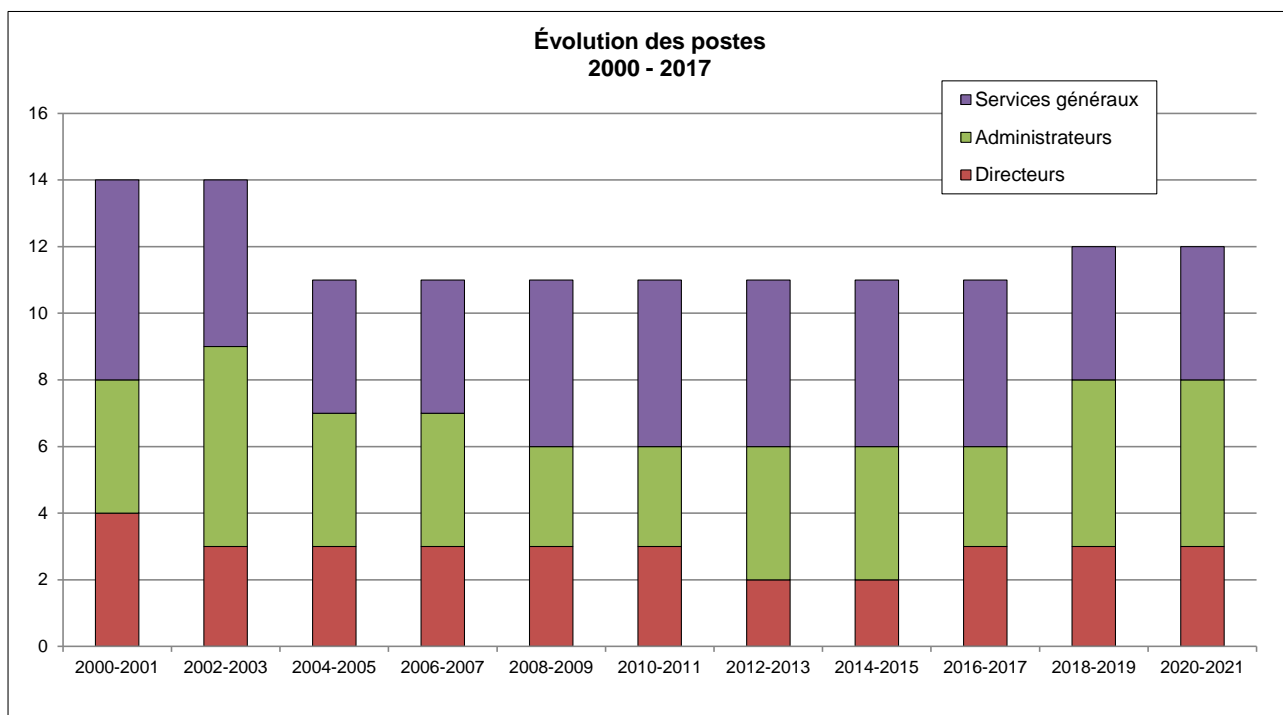
Cette section donne un aperçu des résultats financiers du Bureau de l'Union sur une base budgétaire, à partir des montants "effectifs" tels qu'ils figurent dans les documents du programme et budget pour l'exercice biennal considéré. D'autres informations détaillées ainsi que le nombre de postes figurent dans les documents C/54/4 "Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2018-2019".



Le tableau et le graphique qui suivent résument l'évolution des postes au Bureau de l'Union à la fin de chaque exercice biennal.

Catégorie de poste	2000-2001	2002-2003	2004-2005	2006-2007	2008-2009	2010-2011	2012-2013	2014-2015	2018-2019	2020-2021
Directeurs	4	3	3	3	3	3	2	2	3	3
Administrateurs	4	6	4	4	3	3	4	4	3	5
Services généraux	6	5	4	4	5	5	5	5	5	4
Total	14	14	11	11	11	11	11	11	11	12

* Les postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint sont inclus dans ce décompte.



[L'annexe suit]

ANNEXE

LISTE DES MISSIONS * ET CONTRIBUTIONS AUX INDICATEURS D'EXÉCUTION EN 2018-2019

Description des indicateurs d'exécution figurant dans le tableau ci-après (voir l'annexe III des documents C/53/2 et C/54/2) :

UV.3 – 1a) États et organisations ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV
UV.3 – 1d) Participation aux activités de sensibilisation organisées par l'UPOV ou aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV
UV.3 – 2a) Réunions avec des fonctionnaires nationaux pour traiter des questions en matière de législation
UV.3 – 4b) Formation des formateurs
UV.3 – 4c) Activités de formation mises au point avec le concours de l'UPOV
UV.3 – 4d) Participation d'États et d'organisations ayant le statut d'observateurs aux travaux du CAJ, du TC, des groupes de travail techniques et aux ateliers préparatoires correspondants

UV.3 – 4e) Participation aux activités de l'UPOV
UV.3 – 4f) Participation aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV
UV.3 – 4g) Cours universitaires dans lesquels est intégré le système UPOV de protection des obtentions végétales
UV.3 – 4 h) Mise en œuvre de projets avec des organisations partenaires et des donateurs
UV.4 – 2c) Participation de parties prenantes à des séminaires et à des colloques
UV.4 – 2d) Participation aux réunions des parties prenantes concernées et avec les parties prenantes concernées
UV.4 – 3a) Participation aux réunions des organisations concernées et avec les organisations concernées

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
1	08/01/18	10/01/18	Séminaire sur la protection des nouvelles obtentions végétales	Hangzhou	Chine	Motomura	X	SFA (Chine)	1	1			1					1		
2	12/01/18	12/01/18	Assemblée générale de l'AOHE	Paris	France	Rivoire, Madhour		AOHE											1	
3	23/01/18	23/01/18	Rencontre avec la Fondation Syngenta pour l'agriculture durable	Bâle	Suisse	Rivoire, Madhour	X	SFSA											1	
4	27/01/18	29/01/18	Conférence de l'ASTA sur les semences potagères et florales	San Diego	États-Unis d'Amérique	Rivoire		ASTA											1	
5	29/01/18	30/01/18	Consultation juridique avec les autorités en vue d'expliquer les modifications qu'il est proposé d'apporter au Titre IV de la loi sur la propriété intellectuelle	Le Caire	Égypte	Huerta	X	Égypte			1									
6	30/01/18	02/02/18	Réunions des groupes de travail ad hoc et réunion du Groupe de travail technique sur les systèmes des semences de l'OCDE	Paris	France	Taveira		OCDE												1
7	21/02/18	24/02/18	Atelier sur la "Collaboration entre l'Inde et l'Union européenne en matière de développement du secteur des semences et de protection des obtentions végétales"	New Delhi	Inde	Button, Huerta		Allemagne, Inde, Pays-Bas, OCVV	1	1								1		
8	26/02/18	01/03/18	Dix-huitième congrès annuel de l'AFSTA	Le Caire	Égypte	Button, Rivoire		AFSTA											1	
9	27/02/18	27/02/18	Comité directeur du WSP avec la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Syngenta	Le Caire	Égypte	Button, Rivoire	X	WSP (ISF, ISTA, OCDE, UPOV)									1	1		
10	27/02/18	27/02/18	Visite de courtoisie au Ministre de l'agriculture et de l'aménagement du territoire de l'Égypte	Le Caire	Égypte	Button, Rivoire		Égypte	1		1									
11	05/03/18	05/03/18	Réunion du Comité de la propriété intellectuelle de l'ISF	Zurich	Suisse	Button, Huerta		ISF											1	

* Les missions se rapportent à des événements organisés en dehors du siège de l'UPOV.

⁴ L'appendice contient une liste de sigles et d'abréviations.

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
12	05/03/18	07/03/18	Réunion avec l'OCVV sur l'évolution future d'UPOV PRISMA	Angers	France	Madhour	X	OCVV, UPOV												1
13	12/03/18	12/03/18	Réunion avec une délégation du Myanmar sur le processus législatif concernant la loi du Myanmar sur la protection des obtentions végétales	Roelofarendsveen	Pays-Bas	Huerta, Motomura	X	Naktuinbouw	1		1									
14	14/03/18	15/03/18	Quizième édition de la Journée des carrières dans les organisations internationales	Bâle	Suisse	Huerta		Suisse										1		
15	15/03/18	15/03/18	Cours de perfectionnement sur la propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires proposé par l'OMPI et l'OMC	Genève	Suisse	Taveira		OMC, OMPI				1			1					
16	19/03/18	23/03/18	Trente-cinquième session de l'IGC de l'OMPI	Genève	Suisse	Motomura		OMPI												1
17	21/03/18	22/03/18	Réunion du conseil d'administration de l'OCVV	Angers	France	Button		OCVV												1
18	22/03/18	22/03/18	Réunion avec l'OCVV et l'ISF	Angers	France	Button	X	OCVV, ISF, UPOV										1	1	
19	22/03/18	22/03/18	Réunion sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	Angers	France	Rivoire		Vegepolys										1		
20	26/03/18	28/03/18	Réunion du Comité de rédaction élargi (TC-EDC/MARS18)	Genève (siège de l'UPOV) (organe de l'UPOV)	Suisse		X	UPOV					1							
21	28/03/18	28/03/18	Réunion sur l'élaboration d'un formulaire de demande électronique (UPOV/EAF/11)	Genève (siège de l'UPOV) (organe de l'UPOV)	Suisse		X	UPOV					1							
22	11/04/18	11/04/18	Visite d'étude à l'OMPI de fonctionnaires du Département de la propriété industrielle du Cambodge	Genève	Suisse	Huerta, Motomura		OMPI	1	1										
23	16/04/18	16/04/18	Conférence à l'Institut polytechnique LaSalle	Beauvais	France	Rivoire		Institut Polytechnique LaSalle Beauvais							1					
24	16/04/18	20/04/18	Formation dispensée par l'OCVV à un fonctionnaire de l'UPOV sur l'administration et les procédures d'autres organisations	Angers	France	Sanchez-Vizcaino	X	UPOV OCVV				1								
25	23/04/18	23/04/18	Réunion sur les travaux préparatoires de l'édition 2018 du Cours international sur la protection des obtentions végétales	Amsterdam	Pays-Bas	Huerta	X	Naktuinbouw, Université de Wageningue, UPOV									1			
26	25/04/18	26/04/18	Académie de la CIOFORA et cinquante-septième Réunion générale annuelle de la CIOFORA	Ghent	Belgique	Button, Rivoire, Madhour		CIOFORA										1		
27	30/04/18	30/04/18	Séminaire itinérant OMPI/UKIPO sur les services et initiatives de l'OMPI	Londres	Royaume-Uni	Button		OMPI, UKIPO		1							1			

[illegible]

C/54/9
Annexe, page 4

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
47	14/06/18	14/06/18	Débats sur la protection des obtentions végétales : lien entre droit, science et sciences sociales	Warwick	Royaume-Uni	Huerta		Université de Warwick										1		
48	15/06/18	15/06/18	Huitième édition du Séminaire annuel sur le droit agroalimentaire	Bruxelles	Belgique	Huerta		ALTIUS										1		
49	18/06/18	22/06/18	Forum sur le rôle de l'UPOV dans le développement de l'agriculture	Genève (Siège de l'UPOV)	Suisse		X	UPOV, OMPI, MAFF (Japon)	1	1	1		1		1			1		
50	19/06/18 25/06/18	19/06/18 25/06/18	21 ^e Cours international sur la protection des obtentions végétales (session de formation sur l'UPOV)	Wageningen	Pays-Bas	Huerta	X	Naktuinbouw	1	1	1		1					1		
51	25/06/18	25/06/18	Colloque OMPI-OMC à l'intention des enseignants en propriété intellectuelle	Genève	Suisse	Rivoire		OMPI, OMC	1	1			1			1				
52	25/06/18	28/06/18	Voyage d'étude de haut niveau sur la protection des obtentions végétales pour promouvoir les investissements dans la sélection végétale	Des Moines Saskatoon	États-Unis d'Amérique Canada	Button, Taveira	X	ACIA, Ministère néerlandais, UPOV, USPTO, OMPI	1	1								1		
53	25/06/18	29/06/18	Trente-sixième session de l'IGC de l'OMPI	Genève	Suisse	Huerta		OMPI												1
54	26/06/18	26/06/18	Atelier de sensibilisation à la propriété industrielle	Dijon	France	Rivoire		Agence économique régionale de Bourgogne- Franche- Comté (France)											1	
55	26/06/18	29/06/18	Réunions du groupe de travail ad hoc, réunion du groupe de travail technique et réunion annuelle des systèmes des semences de l'OCDE	Paris	France	Motomura		OCDE												1
56	02/07/18	02/07/18	Atelier préparatoire de la trente-sixième session du TWC	Hanovre	Allemagne	Taveira, Motomura	X	UPOV					1							
57	02/07/18	06/07/18	Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur (TWC/36)	Hanovre	Allemagne	Taveira, Motomura	X	UPOV						1						
58	04/07/18	04/07/18	Visite d'étude à l'OMPI du Procureur général et Ministre de la justice et de hauts fonctionnaires du Ghana	Genève	Suisse	Button Huerta, Rivoire		OMPI	1											
59	05/07/18	05/07/18	Séminaire national de l'OMC sur certains aspects de l'Accord sur les ADPIC	Amman	Jordanie	Rivoire		OMC	1	1										
60	12/07/18	12/07/18	Formation dispensée par l'OCVV à un fonctionnaire de l'UPOV : observation de l'évaluation formelle par le Service d'audit qualité de l'OCVV de l'Autorité finlandaise de sécurité alimentaire (Evira) en qualité de service d'examen	Turku	Finlande	Motomura	X	OCVV, UPOV					1							1

[illegible]

[illegible]

C/54/9
Annexe, page 7

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
85	25/09/18	25/09/18	Réunion du Partenariat mondial sur les semences (WSP)	Nay Pyi Taw	Myanmar	Huerta, Rivoire	X	WSP (ISF, ISTA, OCDE, UPOV), OMA, MOALI, Pays-Bas									1			
86	26/09/18	26/09/18	Quatrième réunion du Comité national des semences	Nay Pyi Taw	Myanmar	Huerta, Rivoire		MOALI, ISSD, Université de Wageningen	1	1										
87	27/09/18	27/09/18	Consultation juridique avec les autorités compétentes du Myanmar	Nay Pyi Taw	Myanmar	Huerta, Rivoire	X	MOALI	1	1	1									
88	08/10/18	10/10/18	Réunion annuelle de la European Seed Association	Madrid	Espagne	Button, Rovere		ESA											1	
89	08/10/18	08/10/18	Réunion du Comité directeur du WSP et de l'OMA	Madrid	Espagne	Button	X	WSP (ISF, ISTA, OCDE, UPOV), OMA									1			
90	09/10/18	11/10/18	Atelier sur le thème "Renforcement des connaissances en vue de la mise en œuvre efficace du système des droits d'obtenteur au Sultanat d'Oman"	Muscat	Oman	Rivoire		DGALR (Oman), OMPI	1	1	1		1							
91	10/10/18	10/10/18	Maîtrise en droit de la propriété intellectuelle organisée par l'OMPI et l'Université de Turin en coopération avec le CIF-OIT	Genève	Suisse	Huerta		OMPI, Université de Turin, CIF-OIT					1			1				
92	11/10/18	11/10/18	Première réunion du projet pilote de coopération régionale	Hanoi	Viet Nam	Button, Motomura	X	Forum EAPVP							1					
93	11/10/18	11/10/18	Contribution avec l'ARIPO par vidéoconférence à la présentation d'exposés sur la protection des obtentions végétales pour le Programme de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle à l'Africa University	Mutare	Zimbabwe	Huerta, Rivoire		OMPI, ARIPO, Africa University					1			1				
94	11/10/18	12/10/18	Conférence intitulée "Genome Editing/CRISPR als Herausforderung für das Life Sciences-Recht"	Bâle	Suisse	Huerta		Université de Bâle										1	1	
95	17/10/18	17/10/18	Réunion générale annuelle de la British Society of Plant Breeders	Londres	Royaume-Uni	Button		BSPB											1	
96	18/10/18	18/10/18	Atelier de l'AFSTA sur la protection des obtentions végétales	Nairobi	Kenya	Rivoire		AFSTA					1						1	
97	19/10/18	23/10/18	Forum de l'OMPI sur le renforcement de la gestion de la propriété intellectuelle dans les universités africaines	Nairobi	Kenya	Rivoire		OMPI	1	1										1
98	22/10/18	22/10/18	Atelier sur UPOV PRISMA	Nairobi	Kenya	Rivoire	X	KEPHIS							1					
99	24/10/18	24/10/18	Consultation nationale des parties prenantes sur l'approbation de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV par l'Afrique du Sud	Pretoria	Afrique du Sud	Rivoire		DAFF (Afrique du Sud)	1		1							1		
100	25/10/18	25/10/18	Atelier sur UPOV PRISMA	Pretoria	Afrique du Sud	Rivoire	X	DAFF (Afrique du Sud)							1					

[illegible]

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
118	05/12/18	07/12/18	Réunion sur l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA avec le Centre de développement de la Science et de la technologie (DCST), Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la Chine	Beijing	Chine	Madhour		MARA (Chine)	1											
119	06/12/18	06/12/18	Cérémonie de remise des "insignes de Chevalier de l'Ordre National du Mérite"	Paris	France	Button		Limagrain (France)											1	
120	19/12/18	20/12/18	Atelier sur la sensibilisation à la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV	Vientiane	République démocratique populaire lao	Motomura		Forum EAPVP	1	1	1		1							
121	14/01/19	14/01/19	Cours de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle et gestion des savoirs	Maastricht	Pays-Bas	Huerta		Université de Maastricht		1						1				
122	16/01/19	17/01/19	Réunion avec l'OAPI et cérémonie du programme de maîtrise en propriété intellectuelle	Yaoundé	Cameroun	Button, Rivoire		OAPI							1	1				1
123	22/01/19	22/01/19	Réunion avec l'EUIPO et l'OCVV pour discuter de domaines de coopération	Alicante	Espagne	Button	X	EUIPO, OCVV, UPOV							1					
124	23/01/19	23/01/19	Vingtième congrès de l'EIPIN sur la propriété intellectuelle et l'innovation	Alicante	Espagne	Button		EIPIN		1						1				
125	23/01/19	23/01/19	Visite de l'OMPI par une délégation de chercheurs de Suisse, de Belgique et des Pays-Bas (SBN) de l'Université de Tsinghua en Chine	Genève	Suisse	Huerta, Han		OMPI, Université de Tsinghua (Chine)		1										
126	28/01/19	30/01/19	Atelier sur la rédaction d'une législation conforme à la Convention UPOV	Genève (Siège de l'UPOV)	Suisse	Button, Huerta, Rivoire, Taveira, Motomura, Han	X	UPOV	1	1	1									
127	17/02/19	17/02/19	Atelier préparatoire de la cinquante et unième session du TWO	Christchurch	Nouvelle-Zélande	Taveira, Oertel	X	UPOV					1							
128	18/02/19	22/02/19	Cinquante et unième session du Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers (TWO/51)	Christchurch	Nouvelle-Zélande	Taveira, Oertel	X	UPOV						1						
129	13/02/19	13/02/19	Réunion du Conseil des ADPIC	Genève	Suisse	Huerta		OMC												1
130	18/02/19	22/02/19	Dix-septième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO	Rome	Italie	Motomura		CGRFA												1
131	26/02/19	27/02/19	Deuxième réunion du projet pilote EAPVP	Vung Tau	Viet Nam	Button, Motomura	X	Forum EAPVP							1		1			
132	01/03/19	01/03/19	Réunion avec l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour	Singapour	Singapour	Button	X	IPOS, UPOV	1											
133	01/03/19	01/03/19	Séminaire sur la protection des obtentions végétales	Can Tho	Viet Nam	Motomura	X	Bureau de protection des obtentions végétales du Viet Nam	1	1			1					1		

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
134	03/03/19	07/03/19	Dix-neuvième congrès annuel de l'AFSTA	Mombasa	Kenya	Rivoire		AFSTA											1	
135	11/03/19	13/03/19	Réunion de l'Équipe d'experts XML4IP	Séoul	République de Corée	Madhour		OMPI, KIPO									1			1
136	13/03/19	14/03/19	Ateliers sur la protection des obtentions végétales	Sarajevo et Banja Luka	Bosnie-Herzégovine	Button		Administration de la protection phytosanitaire de Bosnie-Herzégovine	1	1			1					1		
137	14/03/19	14/03/19	Cours de perfectionnement sur la propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires proposé par l'OMPI et l'OMC	Genève	Suisse	Huerta, Taveira		OMPI, OMC		1						1				
138	14/03/19	14/03/19	Réunion avec le service coréen des semences et des variétés (KSVS) et d'autres experts en TI sur UPOV PRISMA et le projet pilote EAPVP	Gimcheon	République de Corée	Madhour		KSVS, UPOV	1						1					
139	14/03/19	14/03/19	Atelier sur les avantages de l'adhésion à l'UPOV et la procédure à suivre pour devenir membre de l'UPOV	Astana	Kazakhstan	Huerta	X	Kazakhstan, UPOV	1	1			1					1		
140	14/03/19	15/03/19	Consultation juridique avec des fonctionnaires du Gouvernement du Kazakhstan	Astana	Kazakhstan	Huerta	X	Kazakhstan, UPOV			1									
141	18/03/19	22/03/19	Trente-neuvième session de l'IGC de l'OMPI	Genève	Suisse	Huerta		OMPI												1
142	19/03/19	19/03/19	Réunion du conseil d'administration de l'OCVV	Angers	France	Button		OCVV												1
143	20/03/19	20/03/19	Manifestation interne à l'OCVV sur les avantages de l'adhésion à l'UPOV	Angers	France	Button		OCVV		1			1							1
144	26/03/19	27/03/19	Réunion du Comité de rédaction élargi (TCEDC/MARS19)	Genève (siège de l'UPOV) (organe de l'UPOV)	Suisse		X	UPOV												
145	28/03/19	28/03/19	Réunion sur l'élaboration d'un formulaire de demande électronique (UPOV/EAF/13)	Genève (siège de l'UPOV) (organe de l'UPOV)	Suisse		X	UPOV						1	1					
146	27/03/19	27/03/19	Programme de perfectionnement international sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques à l'appui de l'innovation	Stockholm	Suède	Huerta	X	PVR, OMPI, ASDI		1						1				
147	02/04/19	05/04/19	Cinquante-huitième Réunion générale annuelle de la CIOPORA	Près de Stellenbosch	Afrique du Sud	Button		CIOPORA											1	
148	10/04/19	10/04/19	Conférence à l'Institut Polytechnique LaSalle dans le cadre du cours de maîtrise en sciences en sélection végétale	Beauvais	France	Rivoire	X	Institut Polytechnique LaSalle Beauvais		1						1				
149	12/04/19	12/04/19	Programme de perfectionnement international sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques à l'appui de l'innovation	Genève	Suisse	Huerta, Motomura	X	PVR, OMPI, ASDI		1						1				

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

C/54/9
Annexe, page 16

	Du	Au	Activité/mission	Ville	Pays	Fonctionnaires/ représentants de l'UPOV	Organisée par ou avec l'UPOV	Organisateurs ⁴	UV.3 1a)	UV.3 1d)	UV.3 2a)	UV.3 4b)	UV.3 4c)	UV.3 4d)	UV.3 4e),f)	UV.3 4g)	UV.3 4 h)	UV.4 2c)	UV.4 2d)	UV.4 3a)
234	12/12/19	12/12/19	Réunion avec l'ISF	Nyon	Suisse	Button	X	UPOV, ISF											1	
235	18/12/19	18/12/19	Réunion avec l'OCVV	Angers	France	Madhour	X	UPOV, OCVV												1
Total :									59	78	22	0	46	24	19	28	8	36	48	42

[L'appendice suit]

APPENDICE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Termes de l'UPOV

BMT	Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN
Bureau	Bureau de l'Union
CAJ	Comité administratif et juridique
DHS	Distinction, homogénéité et stabilité
DL-205	Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV"
DL-305	Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen des demandes de droits d'obtenteur"
DL-305A	Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Administration des droits d'obtenteur" (partie A du cours DL-305)
DL-305B	Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen DHS" (partie B du cours DL-305)
EAF (voir également UPOV PRISMA)	Formulaire de demande électronique de l'UPOV
EDV	Variété essentiellement dérivée
PBR	Droit d'obtenteur
TC	Comité technique
TC-EDC	Comité de rédaction élargi du Comité technique
TWA	Groupe de travail technique sur les plantes agricoles
TWC	Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur
TWF	Groupe de travail technique sur les plantes fruitières
TWO	Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers
TWP	Groupe de travail technique
TWV	Groupe de travail technique sur les plantes potagères
UPOV PRISMA	Outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA
WG-DEN	Groupe de travail sur les dénominations variétales
WG-ISC	Groupe de travail sur un éventuel système international de coopération
WSP	Partenariat mondial sur les semences

Sigles

AAS	Académie africaine des sciences
ACOPI	Académie de la propriété intellectuelle du Costa Rica
Acosemillas	Asociación colombiana de semillas y biotecnología (Association colombienne des semences et de la biotechnologie)
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AFSTA	Association africaine du commerce des semences
ALTIUS	Cabinet d'avocats belge
AOHE	Association des obtenteurs horticoles européens
APSA	Association des semenciers d'Asie et du Pacifique
ARIPO	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle
ASCID	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASTA	American Seed Trade Association
BSPB	British Society of Plant Breeders Ltd.
CFIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIF-OIT	Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail
CIOFORA	Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée
CIPO de Saint-Vincent-et-les Grenadines	Office du commerce et de la propriété intellectuelle de Saint-Vincent-et-les Grenadines
CLI	CropLife International
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CORAF/WE CARD	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles
CRGAA	Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture
DAFF (Afrique du Sud)	Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche de l'Afrique du Sud
DCST (Chine)	Centre de développement de la Science et de la technologie de Chine
DGALR (Oman)	Direction générale de l'agriculture et de la recherche sur l'élevage du Ministère de l'agriculture et de la pêche du Sultanat d'Oman
DMKNL	Deutsch – Mongolisches Kooperationsprojekt Nachhaltige Landwirtschaft (Projet de coopération allemand-mongol pour une agriculture durable)
ECOSA	Association semencière de l'OCE
EIPIN	European Intellectual Property Institutes Network

C/54/9
Appendice, page 2

ESA	European Seed Association
ESA	European Seed Association (désormais Euroseeds)
EUIPO	Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Forum EAPVP	Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale
GRUR	Deutsche Vereinigung für gewerblichen Rechtsschutz und Urheberrecht (Association allemande pour la protection de la propriété intellectuelle)
ICA	Instituto Colombiano Agropecuario (Institut colombien de l'agriculture et de l'élevage)
INDECOP (Pérou)	Institut National pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle
INIA (Espagne)	Institut national espagnol de recherche agricole et alimentaire et de technologie
INRA	Institut national de la recherche agronomique
IP Key	IPKey, projet cofinancé par l'Union européenne et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO). Il a été mis en œuvre par l'EUIPO en coopération avec l'OEB.
IP Key LA	IP Key Amérique latine
IP Key SEA	IP Key Asie du Sud-Est
IPA (Ouzbékistan)	Office de la propriété intellectuelle de l'Ouzbékistan
IPO	Office de propriété intellectuelle
IPONZ	Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande
IPOS	Office de la propriété intellectuelle de Singapour
ISF	International Seed Federation
ISSD	Integrated Seed Sector Development
ISTA	Association internationale d'essais de semences
JATAFF	Association japonaise d'innovation technique dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche
JICA	Agence japonaise pour la coopération internationale
KEPHIS	Service d'inspection phytosanitaire du Kenya
KIPO	Office coréen de la propriété intellectuelle
KOICA	Agence coréenne pour la coopération internationale
KSVS	Service coréen des semences et des variétés
MAFF (Japon)	Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon
MAFRA	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales de la République de Corée
(République de Corée)	
MARA (Chine)	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la Chine
MARD (Côte d'Ivoire)	Ministère de l'agriculture et du développement rural de la Côte d'Ivoire
MARD (Viet Nam)	Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam
MCIH (Burkina Faso)	Ministère du commerce, de l'industrie et des artisanats du Burkina Faso
MIC (Mali)	Ministère de l'industrie et du commerce du Mali
MINMIDT (Cameroun)	Ministère des mines, de l'industrie et du développement technologique
MINRESI (Cameroun)	Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation
MOALI (Myanmar)	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation du Myanmar
MOFALI (Mongolie)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et des industries légères de la Mongolie
Naktuinbouw	Service d'inspection de l'horticulture des Pays-Bas
NASC (Nigéria)	Conseil national agricole des semences du Nigéria
OAPI	Organisation africaine de la propriété intellectuelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCVV	Office communautaire des variétés végétales de l'Union européenne
OEB	Office européen des brevets
OMA	Organisation mondiale des agriculteurs
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
OMPI IGC	Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'OMPI
PRV (Suède)	Office suédois des brevets et de l'enregistrement
QUT (Australie)	University de technologie du Queensland (Australie)
SAA	Seed Association of the Americas
SENADI (Équateur)	Servicio Nacional de Derechos Intelectuales (Service national des droits de propriété intellectuelle)
SFA (Chine)	Administration nationale des forêts de Chine
SFSA	Fondation Syngenta pour une agriculture durable
SNICS (Mexique)	Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (Service national d'inspection des semences et de la certification du Mexique)
TIRPAA	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
UKIPO	Office de la propriété intellectuelle du Royaume-Uni
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique
USPTO	Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique
WECARD (voir également CORAF)	Conseil Ouest et Centre africain pour la Recherche et le Développement Agricoles

^a Définitions des statistiques de consultation du site Web utilisées dans le présent rapport :

- Les "utilisateurs" sont les personnes qui ont effectué au moins une session au cours de la période donnée.
- Une "session" est un ensemble d'interactions d'utilisateurs avec un site Web qui intervient dans un délai donné. Par exemple, une seule session peut contenir de multiples consultations de pages, d'événements, d'interactions sociales et de transactions de commerce électronique. Un seul utilisateur peut ouvrir plusieurs sessions. Ces sessions peuvent se dérouler le même jour ou s'étendre sur plusieurs jours, semaines ou mois. Dès qu'une session se termine, il est possible d'en démarrer une nouvelle. Il existe deux méthodes pour mettre fin à une session :
 - Expiration dans le temps :
 - Après 30 minutes d'inactivité
 - À minuit
 - Changement de campagne :
 - Si un utilisateur arrive dans le cadre d'une campagne, il part, puis revient dans le cadre d'une autre campagne.
- L'expression "consultations ponctuelles" correspond au nombre de consultations du site Web au cours desquelles la page en question a été consultée au moins une fois.
- Le terme "consultations" correspond au nombre total de consultations d'une page. Si le même utilisateur consulte plusieurs fois une page donnée au cours de la même session, toutes les consultations sont comptabilisées.
- Le "nombre de consultations" correspond au nombre d'appareils utilisés pour consulter le site Web durant un mois (une personne peut utiliser plus d'un appareil).

[Fin de l'appendice et du document]